

Libertés

MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE | SEPTEMBRE 2011 | N°400

EUROPE

croissance

Enjeux économiques

Afrique

climat

Démocratie

EURO

UN MONDE EN CHANTIERS



ISBN 5414306206816

5



21



23



27



29



32

ÉDITORIAL

3 Y aurait-il une mondialisation vertueuse et une globalisation perverse ? — Pierre Galand

DOSSIER

Un monde en chantiers

5 Le monde dans l'hiver de la démocratie — Jean-Paul Marthoz

8 Europe : plus qu'une grenouille, moins qu'un bœuf — Pascal Martin

10 «Les politiques ne sont pas à la hauteur des enjeux économiques» — L'entretien de Stéphane Renard avec Marc Touati

12 Gauche, réveille-toi ! — Henri Deleersnijder

13 Le monde sans miracle — L'entretien de Jean Sloover avec Olivier Grenouilleau

16 Le retour de l'Afrique sur la scène internationale — Colette Braeckman

18 Climat - Une multitude d'impacts pour les populations — François Gemenne

20 Prévenir le meurtre du futur ? — Jean Cornil

MONDE

22 Grèce, année zéro — Michel Grodient

24 Démocratie tunisienne en construction — Pierre Schonbrodt

BRÈVES

RÉFLEXIONS

27 Une sainte démence — Anne Morelli

29 Les créationnistes s'affirment évolutionnistes ! — Charles Susanne et Georges Sand

CULTURE

32 Le MAS - Musée et/ou Tour Eiffel identitaire ? — Christian Jade

33 La fuite de Galilée — Sophie Creuz

AGENDA

Éditrice responsable : Éliane Depraet

Rédaction, administration et publicité

Rédactrice en chef : Michèle Michiels - Secrétariat de rédaction : Amélie Dogot

Production, administration et publicité : Fabienne Sargoyne

Directeur de la communication CAL : Yves Kengen

Fondateur : Jean Schouters

ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Communauté française.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture : © iStock/Grab It.

espace de

Libertés

MAGASIN DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant wallon, de Bruxelles, du Grand Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Y aurait-il une mondialisation vertueuse et une globalisation perverse ?

PIERRE GALAND

La mondialisation, phénomène complexe et dit irréversible, offre, par son ampleur, des réalisations et perspectives sans précédent dans les matières les plus diverses, tant scientifiques que technologiques, économiques, culturelles... En quelques années, des populations du monde entier se sont dotées de techniques réduisant ainsi les distances et permettant par exemple, à ces grands-parents d'entrer en contact direct avec leurs petits-enfants nés à l'autre bout du monde. Mais aussi les chercheurs qui coopèrent aux quatre coins de la planète, cet ingénieur qui répare une sonde spatiale depuis la Terre, ce chirurgien qui dirige une opération au cerveau par téléconférence à quelques milliers de kilomètres. Demain, l'infiniment petit, l'espace, les fonds marins offriront à l'humanité des chances d'exploration, d'expérimentation et d'application dont nous ne voyons encore que les balbutiements. Cette puissante motivation de progresser mobilise des intelligences sur les cinq continents. Cette mondialisation-là a permis en un temps record à une partie de l'humanité de réaliser un bond exceptionnel en termes de qualité de vie.

Mais toute médaille a son revers. Pour la mondialisation, il s'agit de globalisation. Les tenants de l'économie-monde ont inségré l'idée selon laquelle la société globalisée serait devenue un village planétaire où vivent et cherchent ensemble ceux qui tout séparent hier. Pourtant, dans ce village, quelques difficultés témoignent de sérieux dysfonctionnements, notamment sociaux, environnementaux, économiques, politiques, culturels etc. Les économies jadis dominantes comme la Russie, l'Europe occidentale et les États-Unis sont aujourd'hui talonnées par l'Inde, le Brésil et la Chine. Est-ce un hasard si c'est dans les pays les plus puissants sur les plans économique et technologique que les écarts entre les plus fortunés et les plus pauvres sont les plus criants ?

Un fossé s'est creusé entre, d'une part, les formidables progrès résultant de la recherche scientifique et technique soutenus par d'énormes capitaux et, d'autre part, la bonne gestion du bien-être général de notre humanité et de la planète elle-même. Le décalage entre les incroyables avancées du savoir et les inacceptables injustices faites à la majorité des humains ainsi que les dégradations incalculables à la nature n'est pas le fait du hasard.

La société globalisée a su imposer comme une norme un langage, des habitudes, des comportements qui lui sont propres. Cette « culture » et sa communication ont une mission bien définie :

celle d'amener l'ensemble des groupes de population, décideurs y compris, à adhérer à la société globalisée, à la considérer comme une fin en soi, à adopter ce modèle économique et social à l'exclusion de tout autre. Rien de très neuf en la matière, me direz-vous, en dehors des moyens utilisés. Les théocraties moyenâgeuses et plus récentes, les pouvoirs absolus, les puissances coloniales ne firent-elles pas, elles aussi, usage de modèles de pensée unique par l'alliance entre le pouvoir politique et militaire, les puissances d'argent et les autorités religieuses ?

Cette tyrannie de la pensée anère nos contemporains à séfrayer des conséquences désastreuses qu'elle entraîne. Or, ne nous appartient-il pas, nous, laïques, de rappeler que ce modèle est l'antithèse de notre culture et de nos valeurs fondamentales héritées des Lumières ? La démarche libre-examinateur et l'attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme doivent permettre aux laïques de résister mieux que quiconque à la tutelle de la globalisation. Notre attachement à l'esprit critique et à la démocratie dans toutes ses composantes doit nous inciter à vouloir faire bénéficier tous les humains du village planétaire des immenses acquis du savoir et des richesses qu'ils ont contribué à créer.

Face aux risques accrus de révolte de ceux qui sont confrontés aux affres de la pauvreté, qui étouffent sous l'endettement et la réduction de leurs allocations de survie, les tenants de la globalisation opposent le vieil argument sécuritaire et la répression — on l'a encore vu lors des récentes émeutes londoniennes. Or l'on sait depuis belle lurette que le sécuritaire et la répression n'apportent aucune solution structurelle.

Pour tous ces motifs, et bien d'autres encore, il est devenu urgent d'élaborer des politiques de « déglobalisation », de réhabilitation d'une économie utile et solidaire, de rendre la société aux citoyens. Par quel coup de baguette magique vous interrogez-vous logiquement ? C'est le défi que je vous lance à l'occasion de cette rentrée où l'on va célébrer en grande pompe le 10^e anniversaire du 11 septembre^{*} : par le sursaut de vigilance démocratique que vous serez capable d'apporter en joignant vos forces aux nôtres autour d'une véritable alternative de société.

Un groupe pluraliste réunissant des associations belges de tout premier plan s'est déjà mis au travail dans le cadre d'un « Comité de vigilance démocratique ». Rejoignez-nous ! J'en appelle à un sursaut de la conscience de chacun. ■

* Il s'agira bien entendu du 11 septembre 2001, celui de 1973 étant systématiquement passé sous silence même aux échéances décennales — allez savoir pourquoi !

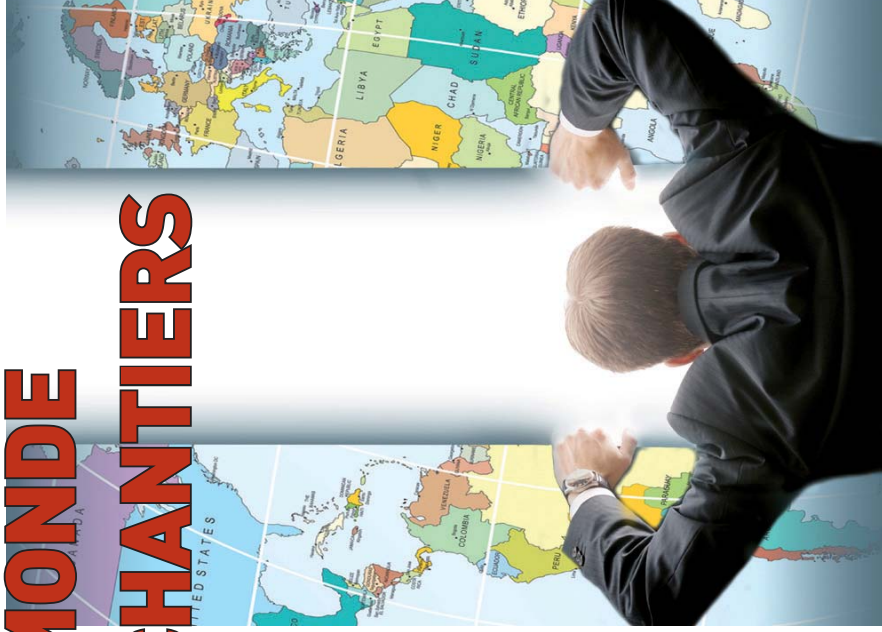
UN MONDE EN CHANTIERS

Pour le philosophe Alain, *le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté*. Tentons donc l'option optimiste...

Et pourtant ! Sept milliards d'humains peupleront sous peu la planète : cette natalité galopante n'est pas des plus réjouissantes dans un monde post-moderne marqué par le marasme économique, financier, une érosion démocratique certaine, malgré une vague de mouvements de libération, un modèle climatique à repenser, une mouvance de religiosité avec un dieu comme dernier repère... La scène internationale est émaillée de crises qui ne feront qu'accroître encore les inégalités d'un monde qui n'a jamais été aussi riche, ce qui rend la pauvreté si scandaleuse.

Ce monde en chantier(s) qui, peu à peu, a surgi ces dernières décennies, on ne sait par quel bout le prendre : les sommets se succèdent sans résultats tangibles, les bénéfices culminent tandis que les bourses plongent, la famine ronge, les travailleurs s'essouffent... Notre système économique et financier se mord la queue. L'Europe et l'euro, qui étaient les baisses de nos pays, peuvent basculer à tout moment. Plus rien n'est prévisible, même la quasi faillite d'un État. La Grèce hier, nous peut-être demain. N'a-t-on donc rien vu venir ? Le monde se vit, s'observe et s'analyse autrement. Dans ce **dossier spécial** de notre 400^e numéro, des observateurs tentent de poser quelques repères pour comprendre ces nouveaux paradigmes dont on ne perçoit encore que les prémices.

Michèle Michiels



- Le monde dans l'hiver de la démocratie
- Europe : plus qu'une grenouille, moins qu'un bœuf
- «Les politiques ne sont pas à la hauteur des enjeux économiques»
- Gauche, réveille-toi !
- Le monde sans miracle
- Le retour de l'Afrique sur la scène internationale
- Une multitude d'impacts pour les populations
- Prévenir le meurtre du futur ?

LE MONDE DANS L'HIVER DE LA DÉMOCRATIE

JEAN-PAUL MARTHOZ

La recomposition du monde risque de se réaliser aux dépens des États-Unis et de l'Europe, mais aussi du libéralisme politique et de la démocratie.

Les remontrances de la Chine après la dégradation de la dette américaine début août en disent plus long qu'un traité de géopolitique. Vingt-deux ans après la chute du Mur de Berlin qui avait semblé consacrer la victoire absolue du modèle économique et politique américain, les rapports de force se sont modifiés, les cartes ont été rebattues.

Si les États-Unis restent la plus grande puissance du monde —sur les plans militaire, économique et politique—, ils ne sont plus l'hyperm puissance décrite dans les années 90 par l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine. Ce statut impliquerait en effet qu'ils soient capables d'être les timoniers du monde. Or, ils sont eux aussi chahutés par les tempêtes qui accablent la planète et semblent naviguer à vue entre des coups de grisou boursiers et des guerres ni gagnées ni perdues.

«Le déclin américain ? C'est fais, on y est», écrivait au début de l'année le journaliste économique américain Gideon Rachman, en décrivant la montée inexorable de la Chine et son impact sur la place des États-Unis dans le monde.

Et le déclin européen ? L'Europe semble hors jeu. Empêtrée dans un modèle de décision cacophonique, affaiblie par un élargissement mal contrôlé, dépourvue de souffle politique, elle hésite et cafouille. Concurrencée par la Chine, elle cède également du terrain face à d'autres puissances émergentes —le Brésil, l'Inde, la Turquie— qui affichent de plus en plus leur autonomie et affirment de plus en plus leurs intérêts.

Un défi global

Le défi posé par la Chine serait moins urgent si ce pays se contentait de son statut d'«atelier du monde». L'influence chinoise s'exerce désormais sur tous les continents et dans tous les domaines : en Asie, bien sûr, où la Chine place ses pions, au risque parfois d'inquiéter ses voisins ; en Europe, où elle devient le créancier d'États défaillants ; en Afrique et en Amérique latine, où elle prend peu à peu la place des anciennes puissances coloniales et des États-Unis.

La Chine s'affirme également sur les plans militaire, diplomatique et culturel. Bien plus que le Japon lors de son

âge d'or des années 70, la Chine occupe tous les terrains. Même si son armée reste modeste par rapport au miamouth américain, elle met en œuvre une stratégie militaire à long terme, comme l'illustre le lancement à la mi-août de son premier porte-avions, symbole d'une politique de «projection de puissance». Au sein des institutions intergouvernementales comme les Nations unies, elle développe une diplomatie fondée sur des principes de non-intervention et de souveraineté nationale qui contestent l'approche américaine. Sur le plan culturel et médiatique, elle promeut l'enseignement du chinois comme rival de l'anglais et renforce considérablement les capacités, le professionnalisme et, dans une certaine mesure, la crédibilité de ses médias destinés aux publics internationaux.

“ LES DIRIGEANTS DE LA PLANÈTE ONT FAIT PREUVE D'UNE INSOUCIANCE COUPABLE À L'ÉGARD DES CONSÉQUENCES DE LEUR MODÈLE ÉCONOMIQUE SUR L'ENVIRONNEMENT, L'URBANISATION, LA VIOLENCE, LE VIVRE-ENSEMBLE ET LA DÉMOCRATIE. ”

Vu de Pékin, le réaménagement du monde ne signifie pas seulement des bouleversements de puissance mais également, tout aussi fondamentalement, des changements de modèle idéologique et politique. Même si ces derniers mois, le printemps arabe a semblé donner des ailes aux revendications de liberté, même si, en Chine même, les contestations sociales se multiplient, les autorités chinoises estiment que leur modèle autoritaire fondé sur le dirigisme politique et sur l'«enrichissez-vous» correspond mieux que la démocratie occidentale aux attentes des populations les plus pauvres de pays enlisés depuis des décennies dans le sous-développement, mais aussi des nouvelles classes moyennes qui se sont développées au cours des trente dernières années dans les pays du Sud, et en particulier dans les pays émergents.

De l'ultralibéralisme au populisme

Cette «tentation autoritaire» est alimentée par le malaise démocratique occidental et la «décocte» des valeurs du libéralisme politique un peu partout dans le monde.

Les années 80 avaient ouvert une période de démocratisation globale : retour des militaires latino-américains dans leurs casernes, effondrement des régimes communistes ▶

en Europe de l'Est, fin de l'apartheid en Afrique du Sud, chute de la dictature de Marcos aux Philippines etc. Le politologue américain Francis Fukuyama avait alors pu évoquer «une fin de l'histoire», en clair la victoire inéluctable du libéralisme économique et politique.

L'euphorie libérale-libertaire, toutefois, a été de courte durée. Les années 90 et le début du troisième millénaire ont vu le retour de la barbarie génocidaire dans les Balkans et en Afrique centrale, l'explosion de l'islamisme radical, la crispation autocratique en Russie et en Asie centrale, l'émergence de puissants groupes criminels en Amérique latine et la montée du national-populisme en Europe.

DANS LA PLUPART DES VIEILLES DÉMOCRATIES INDUSTRIELLES, C'EST UNE NOUVELLE DROITE POPULISTE QUI A LE MEUX CAPTÉ LES FRUSTRATIONS ET LES RANCŒURS SOCIALES, EN LA DÉVIANT TRÈS SOUVENT VERS DES THÉMATIQUES ILLIBÉRALES, COMME LA STIGMATISATION DE L'AUTRE, L'ISLAMOPHOBIE ET L'AFFIRMATION D'IDENTITÉS CRISPÉES.



«*En dépit de ses heureuses saï-sons passées, la démocratie est un mode de gouvernement non moins voué à seffacer devant un nouveau régime que les régimes qui l'ont précédé*», notait en 2007 le politologue de Sciences Po et de l'ULB. «*Nous touchons le seuil d'un autre âge politique.*»

Pour de nombreux analystes, surtout pour ceux qui se situent à gauche, ce désenchantement a été provoqué en grande partie par le modèle économique inégalitaire, myope et bouillémique promu par les ayatollahs de l'ultralibéralisme. Partout dans le monde, les inégalités ont explosé jusqu'à atteindre des niveaux jamais atteints depuis le début de la Grande Dépression en 1929. Une pornographie de l'argent s'est imposée, avec des rémunérations déliées de toute logique économique et assumées sans pudeur par leurs bénéficiaires. En dépit de toutes leurs proclamations vertueuses sur la nécessité d'assurer une croissance verte ou une société harmonieuse, les dirigeants de la planète ont généralement fait preuve d'une insouciance coupable à l'égard des conséquences de leur modèle économique sur l'environnement, l'urbanisation, la violence, le vivre-ensemble et la démocratie.

Aujourd'hui, les gagnants et les perdants de ce casino économique global menacent chacun à leur manière le contrat démocratique. Le slogan ultralibéral, «*Free markets free minds*» (Des marchés et des esprits libres), s'est embourbé dans une réalité moins diaphane. Comme le signale John Kampfner dans son livre *Freedom For Sale* (La liberté à vendre), les «gagnants» du système, ces «classes moyennes supérieures» censées assurer le socle de la démocratie, sont de plus en plus celles qui bradent la liberté.

Ce sont elles qui, aux côtés des riches parmi les riches, ont le plus bénéficié du modèle ultralibéral et de la globalisation de ces trente dernières années. Mais, au lieu de servir de passe-

relle à la promotion sociale des milieux les plus défavorisés et d'agir comme un contrepouvoir à l'encontre des minorités oligarchiques, elles se crispent, comme si elles se sentaient menacées par les mouvements sociaux qui revendiquent davantage d'équité. Jusqu'à cautionner, note Joshua Kurlantzick dans *The New Republic*, des coups d'État contre des dirigeants populistes mais démocratiquement élus, comme au Venezuela, en Thaïlande ou au Honduras.

Dans des pays aussi divers que la Chine, Singapour ou la Russie, les libertés publiques, fondements des garanties individuelles, sont sacrifiées au profit de «libertés privées ou privatisées», comme le droit de faire de l'argent, de choisir son style de vie personnel ou de consommer selon son bon plaisir.

Dans les pays de vieille tradition démocratique, l'évolution n'est guère différente. En Grande-Bretagne, sous le règne conservateur de Margaret Thatcher et sous la houlette néotraitailiste de Tony Blair, la société a accepté un approfondissement des inégalités et un accroissement des restrictions aux libertés. Elle a toléré le développement d'une *underclass* et mis en place un «État Big Brother», résigné —ou résolu— à répondre par la surveillance et la répression à la délinquance et aux «incivilités» en partie provoquées par une politique économique insensible à la montée de l'exclusion sociale. Ailleurs, en Flandre, en Italie du Nord ou en Finlande, cette évolution s'exprime aussi dans l'essor de mouvements nationaux-égoïstes», hostiles aux principes de solidarité nationale ou européenne.

Dans le contexte de polarisation extrême des revenus qu'il promeut et justifie, ce modèle a pour corollaire la montée



Obama s'est peu à peu enlisé dans les compromis et les compromissions jusqu'à esquiver l'image d'un chef d'État dévoué à la volonté et de vision. Il en aura besoin pour affronter le Tea Party...

Jim Watson/AFP



Les émeutes en Grande-Bretagne: une résurgence de la «question sociale» ?

de l'insécurité économique et du ressentiment social parmi les populations les plus fragilisées par la globalisation, les délocalisations et les réductions des prestations sociales. Quand il s'ajoute aux tensions suscitées par les pannes de l'intégration de populations immigrées, il constitue une véritable bombe à retardement.

Cette résurgence de la «question sociale» aurait pu donner aux mouvements de gauche l'occasion de proposer un projet de société plus égalitaire et solidaire, mais paradoxalement, dans la plupart des vieilles démocraties industrielles, c'est une nouvelle droite populiste qui a le mieux capté les frustrations et les rancœurs sociales, en la déviant très souvent vers des thématiques illibérales comme la stigmatisation de l'autre, l'islamophobie et l'affirmation d'identités crispées.

La montée du conservatisme voire de l'intégrisme religieux relève en partie du même phénomène. Alors que les populations «de souche» se remplent de plus en plus sur leurs identités imaginées et leurs «paradis perdus», les populations d'origine immigrée sont en partie gagnées par un retrait du même ordre vers des pratiques culturelles et religieuses guidées, réactionnaires, communautaristes et excluantes. Ces extrémismes se liguent pour enterrer la question sociale sous le choc des identités et elles participent ensemble à la subversion de la démocratie.

Des progressistes inaudibles

Depuis des années, des individus, groupes et mouvements dénoncent ce «côté obscur» de la globalisation et les risques de l'exclusion sociale. Ils l'ont exprimé au cours de mille sommets, congrès et manifestations alternon-dualistes. Mais ils n'ont pu vaincre ni même convaincre. En partie peut-être parce que leur discours était trop archaïque, comme une rémanence de l'anticapitalisme marxiste d'antan, ou au contraire, parce que, favorable à la décroissance, il apparaissait trop «idéaliste» et trop décalé par rapport aux aspirations consuméristes et matérialistes de l'opinion.

La gauche classique qui avait fait les jours glorieux de la social-démocratie est en panne: elle n'a pu proposer une logique qui allie à la fois la contestation de l'ultralibéralisme et un projet crédible de pouvoir. La troisième voie, initiée par Tony Blair ou Gerhard Schröder, n'a été qu'un avatar de l'ultralibéralisme et le PS Français, qui s'apprêtait à couronner Dominique Strauss-Kahn, annonce bien plus une alternance de caste politique qu'une véritable alternative idéologique. Or, cette rupture avec le paradigme ultralibéral et ses extrémismes est seule à même de vaincre les sentiments de rage et d'impuissance qui gangrèneront dangereusement les démocraties.

Ce constat désabusé nous ramène aux États-Unis et à la déception créée par la pusillanimité de Barack Obama. Héritier du gâchis légué par George Bush, le président démocrate ne porte qu'une part relative dans la crise économique américaine et dans le sentiment de déclin qui gagne

le pays, mais le changement qu'il promettait impliquait pour nombre de ses partisans une remise en cause des politiques économiques et sociales suivies depuis plus de 30 ans.

Or, Barack Obama n'a pas été à même de marquer une réelle différence en offrant une autre logique et une autre «narration» politique à l'Amérique et au monde. Battu en brèche par les *know nothing* du Tea Party et par tous ceux qui s'opposaient à une remise à plat du modèle américain après tant d'années d'irresponsabilité financière, d'indifférence sociale et d'aventurisme international, le président s'est peu à peu enlisé dans les compromis et les compromissions jusqu'à esquiver l'image d'un chef d'État dévoué de volonté et de vision.

Aujourd'hui, le jugement sur Obama est sévère, trop peut-être, mais il est à la hauteur des espoirs qu'il avait suscités. L'analogie avec Franklin D. Roosevelt s'est étolée. Confronté, comme Barack Obama, à une crise économique sans précédent, le fondateur du New Deal avait tenu tête aux milieux financiers et coupé l'herbe sous le pied des mouvements populistes, fascisants ou communistes qui tentaient de tirer parti de la Grande Dépression. Roosevelt était un pragmatique, mais il avait de solides convictions et l'audace de la volonté tout autant que «l'audace d'espérer».

Comme dans les années 30, face aux défis internes et externes, l'Amérique et le monde auraient besoin de dirigeants prêts à défendre, sans cligner des yeux ni fléchir, les principes qui ont fait la force des démocraties.

À l'exemple du Premier ministre norvégien Jens Stoltenberg qui, après les tueries d'Oslo, a choisi de ne pas céder à la peur ou à la rancœur pour réaffirmer solennellement les valeurs de liberté, de justice, d'ouverture et de raison. Elles ont été et elles restent le terreau de notre avenir. ■

EUROPE: PLUS QU'UNE GRENOUILLE, MOINS QU'UN BŒUF

PASCAL MARTIN

Affirmer que la fable de La Fontaine traduit bien la manière dont l'Union européenne se comporte dans le nouvel ordre mondial serait injuste. La vérité est entre grenouille et bœuf. Un hybride. Une chimère ?

L'anecdote avait autrefois beaucoup fait rire. Elle est remontée à la surface en 2010 à l'occasion de la sortie des *Mémoires* de Tony Blair¹.

Nous sommes en juillet 2001, lors du sommet du G8 à Gênes. Georges Bush est président des États-Unis depuis un peu plus de six mois. La Belgique assure pour sa part la présidence tournante du Conseil des ministres de l'UE, et le Premier ministre Guy Verhofstadt représente l'Union. En face de lui, le président américain est manifestement troublé. *«Who is this guy?»*, fait-il en se tournant vers Tony Blair. Le Premier ministre britannique lui explique que ce *guy* est en fait «onze Guy». Mais *«la Belgique ne fait pas partie du G8»*,

“ L'ESSENTIEL N'EST PAS D'APPARTENIR AU NOM DE LA PUISSANCE MILITAIRE. MAIS BIEN DE FAIRE PARTIE DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE SA FORCE D'ASSIMILATION ÉCONOMIQUE. CE QUE REDOUTE BIEN PLUS QUE TOUT MOSCOU.”

s'écroie Bush. Blair lui explique alors que Verhofstadt est là en tant que «président de l'Europe». Et Bush de répondre: «Les Belges dirigent l'Europe», avant de secouer la tête, «maintenant atterri par notre stupéfaction», écrit le Britannique...

Cette histoire traduit sans doute l'ignorance crasse de «W» quant au fonctionnement de l'Union européenne, alliée historique pourtant des États-Unis. Mais George Bush était un type borné et stupide, me direz-vous. On répondra que Barack Obama, paré de sa tenue de nouveau messie planétaire, n'a pas trouvé utile de se rendre à Berlin pour les 20 ans de la chute du Mur. Un événement pourtant, pensait l'Amérique en 1989, qui sacralisait sa victoire sur le communisme.

Autant dire que l'on peut s'activer à bâtir le nouvel ordre mondial comme le fait l'Europe sans être pour autant reconnu comme un des chauds de la cour de récréation. La perception est bien l'un de ses problèmes majeurs.

Géant économique mais nain politique: l'étiquette colle aux basques de l'Union européenne comme un vieux chewing-gum. Ses grandes déclarations d'intention sont souvent battues en brèche par son absence de visibilité dans la «grande politique internationale». La désignation de la Britannique Catherine Ashton, aussi inefficace que transparente, à la tête de la nouvelle diplomatie européenne n'est qu'une démonstration supplémentaire de l'énergie que mettent certains États membres à confiner l'UE dans la pénombre.

Géant économique, nain politique

La puissance européenne est en fait ailleurs. Géant économique ? Incontestablement. Première puissance commerciale, l'Union européenne intervient pour près de 20% dans le total des importations et des exportations dans le monde. Elle tient ainsi par la portefeuille ses partenaires directs comme les États-Unis et la Chine, autant qu'ils la tiennent. Elle est à la source de produits, de technologies et de services qui envahissent la planète. À l'Organisation mondiale du commerce (OMC), elle lutte pied à pied pour défendre ses intérêts.

Nain politique ? En 2003, dans *Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order*², le néoconservateur américain Robert Kagan avait soulevé parmi tant d'autres le problème de la perception européenne. De Washington, écrivait-il en substance, l'Europe est vue comme faible, épuisée et inconsciente, alors que de Bruxelles les États-Unis apparaissent comme unilatéralistes et belliqueux. À le suivre, les Européens auraient laissé tomber la politique des grandes batailles pour s'enfermer dans une vision moraliste du monde au moment même où naissait la superpuissance américaine.

La réalité un peu plus nuancée. En témoigne cette conversation avec un diplomate qui, à l'occasion, du troisième anniversaire de la guerre russo-géorgienne d'août 2008, établissait ainsi l'ordre des priorités: «L'essentiel n'est pas d'appartenir immédiatement à l'OTAN, au nom de la puissance militaire. Mais bien de faire partie de l'Union européenne et de sa force d'assimilation économique. Ce que Moscou redoute bien plus que tout...»³

Car le business libre-échangiste de l'Union porte en lui des conséquences politiques insoupçonnées. Ce n'est pas tant le marché géorgien qui est problématique pour la Russie que le fait de voir arriver à ses frontières une conception démocratique de la société, synonyme de rejet de l'impérialisme. L'UE est sans doute moins vertueuse qu'elle ne veut apparaître, mais parce qu'elle exhibe en permanence ses principes, elle ne peut les ranger facilement au placard. Et ça fait des émules.

Dans le monde d'aujourd'hui où l'hégémonie des États-Unis née de l'après-guerre froide a fait place à la multipolarité, l'Union européenne, même handicapée par la fragilité de ses outils en matière de politique étrangère, même incapable de parler d'une seule voix, a un rôle à jouer. S'il semble impossible qu'elle acquière un jour le statut de grande puissance, ne fût-ce que parce qu'elle entrerait directement en concurrence avec les plus grands de ses États membres, l'UE pré-

tend néanmoins s'affirmer sur la scène mondiale. Elle s'est rendu compte que les questions internationales majeures ne peuvent plus être réglées par la «vieille alliance» avec les États-Unis, sans ou contre la Chine, l'Inde, la Russie ou le Brésil. Il ne suffit pas que Barack Obama paraisse pour que tout s'arrange.

Le monde est infiniment plus complexe que sous la Guerre froide, n'en déplaise à Robert Kagan ou à Samuel Huntington⁴, dont la guerre des civilisations oppose l'Occident démocratique de tradition chrétienne à un vaste ensemble islamico-confucianiste incapable d'engendrer autre chose que des régimes autoritaires.

«Une fenêtre d'opportunité»

Ceci n'est qu'un exemple: le printemps arabe démontre au contraire qu'il n'y a pas de lois civilisationnelles et politiques intangibles. Tunisie, Libye, Maroc... La démocratie peut s'installer où on ne l'attend plus. Il y a là «une fenêtre d'opportunité» —comme disent les diplomates— pour qui veut imprimer sa marque dans le nouvel ordre mondial en surfant sur les droits humains.

Un minimum de cohérence est cependant requis. L'attitude de la France à l'égard du régime agissant de Ben Ali a rappelé que des intérêts cachés peuvent miner les principes les plus sacrés. Mais la prohibé ne suffit pas. Il faut aussi tenir compte des autres données de l'équation: si la Chine et la Russie ont permis à l'Occident de mener la guerre au régime libyen dès le printemps dernier⁵, on doute qu'ils en fassent de même avec la Syrie.

La Russie est en revanche une belle carte à jouer pour les Européens. L'Allemagne des chanceliers Schröder et Merkel l'a bien comprise. Mais l'Union, qui accueille depuis 2004 des pays de l'ancien bloc communiste, nourrit de la méfiance, sinon de la hargne, à l'égard du géant russe. Entre deux poussées de fièvre populiste, Moscou y met pourtant du sien. Son zèle à renouer de bonnes relations avec la Pologne au lendemain de la mort du président Lech Kaczyński fait doucement sourire les analystes à Varsovie. Le pacte Ribbentrop-Molotov et quarante ans d'occupation soviétique suffisent à leur rappeler qu'on ne vit pas sans danger près de la maison de l'ogre.

En revanche, d'autres pays européens souhaiteraient tendre la main à la Russie, conscients qu'elle constitue avec son «étranger proche» un formidable marché et que ce géant aux pieds d'argile ne peut continuer à flotter au risque d'accroître l'instabilité qui lui colle à la peau.

Soft power

Le jeu d'échecs planétaire a plus d'un tour dans son sac. L'UE travaille ainsi assidûment les opinions publiques. Personne ne fait le salut au drapeau européen, c'est entendu. Mais l'argent qu'elle accorde à des centaines d'ONG et d'associations plus ou moins bien inspirées lui permet

de propager ses valeurs d'ouverture et de tolérance de par le monde. Celles-ci composent l'aura d'une *soft power*, renforçant un pouvoir d'attraction qui passe par sa culture —et dans ce cas, demandons-nous si les parfums vantés par Audrey Tautou ne l'emportent pas sur Victor Hugo—, son multilatéralisme, ses succès économiques (même écornés par la crise), son désir de justice internationale ou son implication dans de nombreuses missions de la paix. La médaille a évidemment son revers: les poulets européens vendus à bas prix sur les marchés africains au détriment des éleveurs locaux rappellent que l'Europe est une puissance commerciale bien avant de jouer les médecins du monde.

Le regard —et l'on en revient à la perception— que posent les grands de la planète sur l'Union européenne qualifie différemment son positionnement dans le nouvel ordre mondial. La Chine la considère par exemple comme partenaire indispensable, susceptible de l'aider à concrétiser ses ambitions de puissance économique de premier plan, étape obligée vers le statut de leader mondial. Pékin, qui prétend à une «montée en puissance pacifique», n'a pas oublié que l'UE l'a aidé à accéder à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Inde aurait bien besoin elle aussi des Européens pour applanir ses problèmes de voisinage, notamment avec l'Empire du Milieu. Ils sont néanmoins trop peu présents en Asie et New Delhi préfère compter sur Washington.

Mais au bout du compte, que vaut la puissance sans ses attributs ? L'Union affirme vouloir participer à la marche du monde, mais elle peut manquer cruellement de cohésion entre ses États membres comme ce fut le cas lors de la guerre d'Irak en 2003. L'Union voudrait avoir une politique étrangère digne de ce nom, mais elle n'a pas d'armée et rogne sur son budget. L'Union pourrait revendiquer un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais pour-quoi la France et le Royaume-Uni, qui comptent parmi ses membres permanents du Conseil et disposent d'un droit de veto, partageraient-ils un tel pouvoir avec une organisation supranationale capricieuse, où ils font de surcroît la pluie et le beau temps ? N'ont-ils pas intérêt à se garder une souplesse maximale sachant qu'il y a toujours des espaces à occuper dans un monde multipolaire ?

L'Union fait la force. Et les grandes crises, selon certains spécialistes, finissent toujours par amener l'UE, et donc ses membres, à la raison. Les mêmes spécialistes estiment qu'une réforme en profondeur des agences de l'ONU et du Conseil de sécurité pourrait intervenir dans... 60 ans. D'ici là, mieux vaut être riche et souple qu'appauvri et immobile. ■

“ LES POULETS EUROPÉENS VENDUS À BAS PRIX SUR LES MARCHÉS AFRICAINS AU DÉTRIMENT DES ÉLEVEURS LOCAUX RAPPellent QUE L'EUROPE EST UNE PUISSANCE COMMERCIALE BIEN AVANT DE JOUER LES MÉDECINS DU MONDE.”

4 Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996.
5 La résolution 1973 permet aux pays qui le souhaitent de participer à une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye pour protéger la population civile, et de «prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les populations et les zones côtières menacées d'attaque en Syrie».

L'ENTRETIEN DE STÉPHANE RENARD AVEC MARC TOUATI

«LES POLITIQUES NE SONT PAS À LA HAUTEUR DES ENJEUX ÉCONOMIQUES»

... et cela explique la montée des populismes, affirme l'économiste français Marc Touati. Qui ne cache plus son inquiétude pour l'avenir de l'euro. Sa disparition entraînerait une grave crise sociale. Le vainqueur du chaos actuel ? La Chine...



■ Marc Touati

Ancien directeur de la recherche économique et financière des groupes Banques populaires et Natixis, l'économiste français Marc Touati dirige la société Assya Compagnie financière. Auteur de plusieurs livres aussi incisifs que pédagogiques, dont *Krach, boom... et demain ?*, cet expert indépendant décrypte les enjeux des secousses actuelles.

La crise financière de 2008 a suscité l'intervention massive des États pour sauver leurs banques et le système financier. Aujourd'hui surendettés, les États semblent bien démunis face à la récession et à la crise qui a éclaté cet été. Le politique n'a-t-il vraiment plus prise sur l'économique ?

Marc Touati : Cela ne date pas d'aujourd'hui. Quelle que soit la couleur des équipes au pouvoir, il est très clair que la réalité économique et la donne politique forment deux courbes parallèles, qui ne se touchent jamais. La politique «politicienne» prime sur l'économique et comme ces deux approches ne parviennent pas à se mettre d'accord, on colmate les brèches sans la moindre vision à long terme. En attendant, le fait est que, comme vous le soulignez, nous sommes passés d'une crise de la dette privée à une crise de la dette publique.

Comment en sortir ?

Les Européens se trompent depuis des années. Le véritable enjeu, ce n'est pas la rigueur, comme on veut le faire croire, mais c'est la croissance économique. Il faut donc générer une croissance suffisamment forte pour

pouvoir au moins payer les intérêts des dettes publiques. Or, il n'y a que trois pays qui y arrivent aujourd'hui en Europe : l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg. Depuis quatre ans, aucun autre État européen ne connaît une croissance suffisante pour payer tout simplement les intérêts de la dette publique.

Si on augmente les impôts, il est clair que l'on casse la croissance, ce qui va donc accroître les déficits publics. Il

est dès lors essentiel de baisser les dépenses qui ne servent à rien, c'est-à-dire les dépenses de fonctionnement. Mais en Europe, hélas, on augmente les dépenses publiques, même quand il n'y a pas ou peu de croissance économique... Obama a commis la même erreur aux États-Unis. Il a cru qu'en augmentant les dépenses publiques, il allait obtenir une croissance forte. Cela n'a pas été le cas. C'est la première fois qu'une relance aussi forte aux États-Unis accouche d'une croissance aussi faible.

Pour en revenir à l'Europe, nous avons plus que jamais besoin d'une vraie réforme, redonnant sa crédibilité à la sphère politique. Car c'est ce manque de crédibilité qui fait monter les extrémismes, le populisme et les idées démagogiques.

«Moins d'État» mais «mieux d'État»

Réduire les dépenses de fonctionnement, n'est-ce pas sabrer aussi un jour ou l'autre les dépenses sociales ?

Commençons au moins par là où l'on peut commencer. Si on ne touche à rien, on n'avancera jamais. Or, c'est cet immobilisme-là qui finira par rendre inévitables les coupes dans les budgets sociaux ! En France, les frais de fonctionnement augmentent de 10 milliards d'euros, soit 4%, alors que l'on n'a eu que 1,5% d'inflation... Ce n'est pas sérieux ! Je ne veux pas moins d'État, mais mieux d'État. Les Allemands l'ont fait et ils ont une croissance forte. Tant que nous ne ferons pas comme eux, nous ne serons pas crédibles.

Le modèle de la croissance à tout crin n'a-t-il pas atteint ses limites ? Certains proposent aujourd'hui la décroissance...

Cela n'a absolument aucun sens économique. Faire de la décroissance, c'est faire chuter l'emploi, donc augmenter le chômage et provoquer une vraie crise sociale.

Par contre, tout l'enjeu pour nos pays développés est de développer une croissance optimale, sans détruire la planète. Cela passe par les innovations technologiques. Nos pays obtiendront plus de croissance non pas avec des dépenses *expansives* — toujours plus... — mais avec des dépenses *intensives*. C'est l'innovation qui va créer la croissance et finalement sauver le système.

Nous sommes en pleine crise de l'euro, problème en apparence financier et économique. Mais n'est-il pas avant

tout politique ? Certains pays, dont la Grèce, n'étaient pas prêts à intégrer la zone euro, mais y sont entrés pour des raisons de complaisance politique...

Vous soulevez le vrai problème : la zone euro n'est pas achevée. Quand on relit l'histoire de l'humanité, les seules unions monétaires qui ont survécu — et il y a eu beaucoup de tentatives — sont celles qui s'appuyaient sur une union politique. Sinon, cela ne peut pas marcher... Pour que la zone euro fonctionne, il lui faut d'abord un minimum d'union politique, réglementaire, fiscale... Tant que l'on n'aura pas tout cela, la zone euro sera en danger. Or l'euro est une réalisation exceptionnelle, qui est de surcroît la plus formidable des armes économiques ! Nous sommes hélas parvenus à la retourner contre nous, uniquement par dogmatisme et par manque de responsabilité politique et monétaire. Les Européens sont très forts en matière de déclaration d'intention. Mais nous n'avons pas été à la hauteur de l'euro...

Peut-on faire un constat identique face aux dérives du système financier ? Les tentatives de régulation restent bien mièvres et la toute-puissance des agences de notation est choquante. On l'a vu avec la dégradation de la note des USA...

Ce qui manque le plus au système financier actuel, c'est davantage de transparence et de régulation. Mais pour cela, il faut une volonté politique forte. On en est loin. Tant en Europe qu'aux États-Unis, les dirigeants en poste ne sont pas à la hauteur. Il n'y a pas de volonté suffisamment forte pour moderniser le système financier. En ce qui concerne les agences de notation, qu'elles arrêtent de mettre de l'huile sur le feu en permanence si elles veulent gagner en crédibilité. Elles jouent contre leur propre camp. Après avoir dégradé la note des États-Unis, elles peuvent dégrader tout le monde ! En cette matière aussi, il y a manque de transparence, petits arrangements entre amis et manipulations...

S'il y a démission du politique, faut-il redouter un emballement du système financier ? On semble déjà avoir oublié les leçons de 2008...

Le système financier fonctionne sur un principe simple : je m'endette, mais en échange, j'ai plus de croissance que ce que me coûte ma dette, et je rembourse les intérêts. En revanche, si l'on n'en est pas capable et que l'on privilégie sans cesse la fuite en avant, on connaîtra inévitablement une crise très grave. Or, c'est la fuite en avant que nous pratiquons aujourd'hui...

Quelle est la seule et la grande gagnante de la crise actuelle ? La Chine. Ce n'est pas faire de l'économie-fiction que de rappeler qu'elle siège désormais au FMI. Qu'elle possède 3 500 milliards de dollars de réserves de change. Qu'elle stocke des bons du Trésor américain à ne plus savoir qu'en faire, ce qui lui donne un pouvoir de négociation énorme. Et qu'elle impose ses diktats dans les rencontres internationales. Quel est le risque ? C'est que dans des pays comme la Grèce, le Portugal ou toute autre économie chancelante, la Chine arrive comme le grand chevalier

blanc. Si un pays européen devait claquer la porte de la zone euro, il pourrait fort bien choisir de se mettre sous la «protection financière» de la Chine. Il est là le vrai danger. La Chine a déjà conquis l'Asie et l'Afrique... Il lui manque l'Europe...

Qu'elle est déjà en train d'acheter...

Bien sûr. Car la Chine anticipe. À tort ou à raison, je ne sais pas. Mais les Chinois ont vu à dix ou vingt ans alors que les Européens naviguent à six mois. L'Europe colmate, la Chine avance. C'est malheureusement une dictature...

Le brouhaha du discours européen et la montée en puissance des pays émergents ne sapent-ils pas l'euro ? La monnaie européenne est-elle menacée ?

Je veux croire que non. Mais je ne vous donnerai ma réponse définitive qu'en 2012 au lendemain de l'élection présidentielle française. Pourquoi ? Parce que je redoute que, quel que soit le président élu, on assiste au même scénario que celui qui s'est produit en Grèce en 2008. La crise a éclaté lorsque le Premier ministre Georges Papandréou a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses publiques. Les Allemands s'y sont opposés, arguant que si eux se serraient la ceinture, ce n'était pas pour payer les dépenses publiques grecques. Mais ce n'était jamais qu'un conflit entre l'Allemagne et la Grèce, donc un conflit gérable.

Or, si demain, ce même type de problème se pose entre l'Allemagne et la France, ce ne sera absolument pas tenable. En Europe, en effet, le couple franco-allemand est déterminant, comme on l'a encore vu dans la crise de cet été. Si, après 2012, la France mène une politique à l'allemande — baisse des dépenses publiques, efficacité économique, modération salariale —, le couple franco-allemand sera sauvegardé. Et la zone euro aussi. Mais si la France développe une politique en sens contraire, et augmente une fois encore les dépenses publiques, le couple franco-allemand va voler en éclats. Et la zone euro aussi...

La politique française qui sera menée après 2012 sera donc déterminante, bien au-delà de l'Hexagone, pour l'avenir de l'euro. Mais en sachant aussi que si les choses devaient se dégrader sans attendre, cela pourrait aller très vite...

L'explosion de la zone euro n'est plus un scénario tabou. Quelles en seraient les conséquences ?

Nous connaîtrions une crise sociale sans précédent ! La fin de l'euro signifiera la relance de la guerre économique au sein même de l'Europe. Les taux d'intérêt vont flamber, le chômage va augmenter... Nous allons revivre la crise des années 70-80. Et l'on pourrait bien mettre une décennie avant d'en sortir. Alors, oui, je suis inquiet. La zone euro est aujourd'hui en danger. Elle connaît une crise existentielle. ■

«L'EUROPE A PLUS QUE JAMAIS BESOIN D'UNE VRAIE RÉFORME, REDONNANT SA CRÉDIBILITÉ À LA SPHÈRE POLITIQUE.»



■ Marc Touati, *Krach, Boom... et demain ?*, Paris, Dunod, 2009, coll. «Progrès du management».

Cet entretien a été effectué avant la crise boursière du mois d'août (NDR).

GAUCHE, RÉVEILLE-TOI !

HENRI DELEERSNIJDER

On connaît le frontispice du célèbre *Léviathan* de Thomas Hobbes, sur lequel se détache la figure d'un monarque au pouvoir absolu, arborant dans ses mains les symboles des pouvoirs politique (épée) et religieux (crosse). En couverture du livre de Raffaele Simone, par contre, aucun attribut voyant d'une autorité tentaculaire, mais une photo d'un Silvio Berlusconi aux mains jointes et au sourire affable, un brin conquisant tout de même. D'où le titre révélateur *Le Monstre doux*, surplombant l'interrogation *L'Occident vire-t-il à droite ?*¹



■ Norvège : un hommage aux victimes de Brevik.

Poser la question est, en quelque sorte, y répondre. Pour ce faire, l'auteur, philosophe et linguiste italien de réputation internationale, part de trois constatations fondamentales : depuis quelque temps, un peu partout et singulièrement en Europe, la gauche recule ; parallèlement, sur la scène mondiale et médiatique, la droite nouvelle progresse ; loin d'être due à des raisons strictement politiques, cette avancée tous azimuts a partie liée avec « la culture de la modernité en tant que système economico-idéologique total ». Voilà la thèse posée dès l'avant-propos de l'essai, les sept chapitres qui le composent s'attachant tous — à partir d'angles d'attaque différents — à en faire la démonstration avec une aimable clarté énonciatrice.

Celui repris comme titre de l'ouvrage est tout particulièrement éclairant. Loins des tyrans sanguinaires dont l'histoire n'a fourni que trop de prototypes, le « monstre doux », aujourd'hui parfaitement incarné par l'image si *fun* du Cavalier, est le paradigme de la culture de masse de la droite nouvelle. Qu'est-ce à dire ? Il suffit, à ce propos, de prêter l'oreille aux messages distillés par tous les canaux audiovisuels, télévision en tête, et installés par les gargouilles sonores qui déversent dans nos villes leurs musiques sirupeuses et autres pubs agressives. « Ne pensez pas, mais consommez. Ne vous mettez pas martel en tête, mais amusez-vous. Et faites tout pour garder un corps jeune, for ever... » Telle est, en substance, la vulgate d'une société dominée par des conglomérats multinationaux aux intérêts financiers évidents. Cette mise en condition, qui a transformé les citoyens en consommateurs dociles,

francs de divertissements, a tous les aspects d'un despotisme subtil. Dans la *Démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville avait déjà pressenti à quoi pourrait ressembler le despotisme s'il « venait à s'établir chez les nations démocratiques [...]. Il serait plus étendu et plus doux, et il dégraderait les hommes sans les tourmenter... »

La gauche, estime Raffaele Simone, n'a pas vu venir ce formatage liberticide insidieux des esprits, lequel s'accommode du reste fort bien de la vague néo-populiste qui atteint tant de nations européennes. Mais si le diagnostic du pourfendeur est sévère, c'est pour mieux appeler de ses vœux un sursaut des forces de progrès dont il continue de se réclamer. En témoigne la conclusion du dernier chapitre de son livre, intitulé « À la "hauteur des temps" » : « C'est une tâche terriblement difficile, mais si l'on ne tente rien, le destin est déjà écrit. Il ne reste que très peu de temps... » Appel qui fait écho à son épigraphe : « À ceux qui y croient encore... »

Il y a urgence, en effet. D'autant que l'actualité récente nous a montré qu'une société consensuelle, prospère de surcroît, telle que l'est depuis des lustres la Norvège, peut voir surgir en son sein des « loups solitaires » qui n'ont rien de « monstres doux ». Surtout quand ceux-ci, comme c'est le cas pour Anders Behring Breivik, puisent dans le fonds le plus haineux de l'extrême droite de quoi alimenter — jusqu'à la plus sauvage des tueries — phobies diverses et rejet de l'autre. Cas isolé ? Peut-être, mais ce qui est sûr, c'est qu'un racisme lançant se développe au pays du prix Nobel de la paix, racisme dont les immigrants musulmans sont la cible prioritaire. Aux dernières élections législatives de 2009, la droite populiste, incarnée par le Parti du progrès (FrP), a remporté 22,9% des voix. Or, durant une décennie, Breivik était membre de cette formation politique ; en 2007, il la quitte parce que, selon ses propres termes, il ne croyait « plus dans le combat démocratique pour sauver l'Europe de l'islamisation ».

On aurait tort de négliger la portée de ce genre de propos xénophobes. Ne les entend-on pas trop souvent, à peine enveloppés d'euphémismes qui ne trompent pas, dans la bouche de bon nombre de nos concitoyens ? Et n'acquiescent-ils pas de plus en plus droit de cité, dans maints pays du Vieux Continent, grâce aux partis nationalistes qui leur confèrent une redoutable légitimité ? En 1994 déjà, lors de sa première accession au pouvoir, Berlusconi s'allia avec la Ligue du Nord. Un pas, périlleux pour les valeurs fondatrices de l'Union, était désormais franchi. Au regard du succès grandissant des droites radicales, façon Front national de Marine Le Pen pour ne citer que ce seul exemple, rien ne prouve que le reflux soit amorcé. C'est dire la nécessité d'un rebond pour les gauches... ■

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC OLIVIER GRENOUILLEAU

LE MONDE SANS MIRACLE

Loin de la vieille histoire eurocentrée, des historiens nouveaux font la chronique d'un passé humain aux trajectoires multiples... Un décentrage de l'histoire en quelque sorte.

« Les hommes font l'histoire, disait Marx, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font. » Est-ce alors aux historiens qu'il revient en premier de tenter, après coup, d'y voir clair ? Lourde responsabilité en tout cas... Car si le passé est la vérité intangible, cette vérité, pour autant, ne se laisse pas aisément saisir. À telle enseigne que les sciences historiques n'en finissent pas de l'écrire et de la réécrire, cette histoire des hommes. Pour le meilleur et, hélas, parfois pour le pire, tant il est vrai que le discours sur le passé conditionne volontiers le présent et le futur qui s'y enracine... À travers ces avancées nécessaires et ces reculs évitables, au fil du temps, les historiens, cependant, progressent. Et c'est, bien sûr, cet attachement à la perspicacité, à la lucidité, à la subtilité qui donne, à leur labeur, son statut de discipline : ajustant la focale, modifiant le cadrage, changeant d'angles, peu à peu, ils pénètrent, avec toujours plus de discernement, l'amont, le commencement, l'antérieur des durées. À ce propos, dans la revue *Le Débat*, l'historien français Olivier Grenouilleau¹ écrivait récemment : « Une des mutations les plus importantes dans le domaine des sciences historiques de ces vingt dernières années réside sans doute dans la cristallisation scientifique et l'émergence publique d'un champ de recherche apparemment nouveau, extrêmement dynamique et rapidement devenu autonome, avec ses associations, ses revues, ses colloques et une production scientifique déjà difficile à suivre du fait de son importance. » Ce que l'auteur évoquait là, c'est ce que, dans le titre de sa contribution, il appelait l'histoire-monde. De quoi s'agit-il ?

Espace de Libertés : Global history, world history, universal history : Olivier Grenouilleau, comment définir de manière simple le champ de recherche novateur que, dans le domaine des sciences historiques, l'on désigne communément par l'une ou l'autre de ces diverses appellations ?

Olivier Grenouilleau : Une remarque préalable : ces appellations ne sont pas interchangeables et ne sont pas non plus univoques : elles recouvrent des sens différents selon l'époque ou l'observateur. Par exemple, *universal history*, l'histoire universelle, avait, au XVII^e et au XVIII^e siècle, une prétention à l'exhaustivité qui n'est plus d'actualité. Au-delà de ce double problème, deux approches peuvent cependant être mises en évidence. Dans le premier cas, la notion d'histoire globale recouvre l'analyse d'un objet historique dans sa globalité : toutes les dimensions et toutes les thé-

matiques de cet objet sont alors étudiées depuis son origine jusqu'à son achèvement et ce, quelle que soit l'échelle du phénomène. C'est notamment ce que j'ai tenté avec mon essai d'histoire globale intitulé *Les Traites négriers*². Seconde possibilité : l'histoire est dite globale lorsqu'elle prend le global comme objet. En réalité, ces deux approches sont connectées : prendre le global comme objet nécessite en effet de considérer celui-ci dans sa globalité. À partir de là, les choses peuvent être raffinées. La focale la plus large est ce que, en anglais, on appelle *big history* : c'est l'histoire de l'univers, celle de la Terre et des hommes. Plus serrée : l'histoire du monde, laquelle se penche sur toutes les activités humaines, y compris celles qui ne sont pas globalisées. Zoom suivant : l'histoire mondiale, *world history*, l'étude des activités humaines globalisées. Enfin : l'histoire de la globalisation, c'est-à-dire de la mondialisation économique telle qu'elle s'est manifestée à partir des années 70-80.

Une généalogie complexe

L'histoire globale : un courant essentiellement anglo-saxon ?

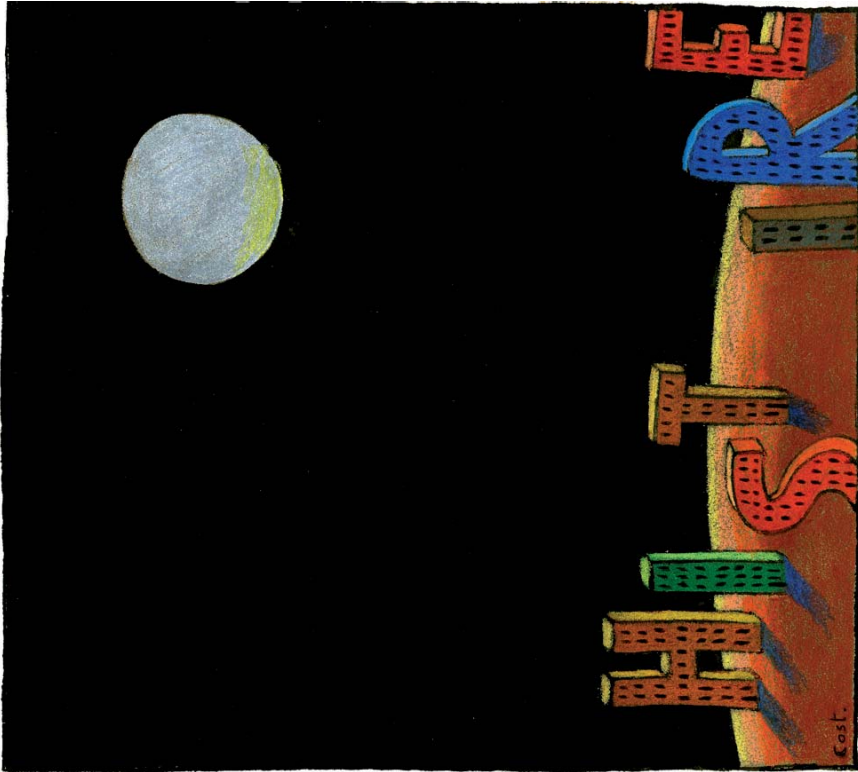
Oui et non : la généalogie de l'histoire globale est complexe. Le projet de restituer le tableau d'ensemble de l'histoire de l'humanité a toujours existé ; en tout cas, il est antérieur aux labels que vous citez. L'histoire-monde apparaît en somme déjà avec le messianisme juéo-chrétien, lequel tend à réduire l'histoire de l'humanité à celle de sa marche vers la reconnaissance de la parole de Dieu. La tradition des philosophes de l'histoire — qui scrutent le passé afin d'en dégager les lois qui en dictaient le cours inévitable —, ne constitue, en quelque sorte, « que » la version laïque de ce messianisme. On peut citer aussi comme autre précédent notable, la première tentative d'ampleur d'unification du champ historique que constitue la *Revue de synthèse historique* fondée en 1900 par Henri Berr. Il est vrai néanmoins que, depuis les années 60, c'est dans le monde anglo-saxon que l'histoire globale s'est principalement développée. Et, surtout, cette histoire globale là, moderne en quelque sorte, est très différente des premières tentatives, messianiques et/ou téléologiques.

L'HISTOIRE GLOBALE
REPOUND À UNE NECESSITÉ
DE NOTRE TEMPS.

1 Olivier Grenouilleau, « La galaxie histoire-monde », dans *Le Débat* n°154, 2009/2, pp. 41-52. Article disponible en ligne à l'adresse : <http://www.cairn.info>.

2 Olivier Grenouilleau est membre de l'Académie Européenne et du Centre Roland Mousnier (Paris-IV Sorbonne).

3 Ibid., *Les traites négriers. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2008, coll. « Folio Histoire », 736 p.



Dessin de Cost.

D'aucuns, de fait, estiment qu'il s'agit d'une mode. Ils citent pour preuve que certains travaux classiques sont simplement relookés, requalifiés : l'histoire coloniale est dorénavant baptisée histoire impériale, alors que, sur le fond, la démarche n'a pas toujours changé. Une autre manifestation qui plaide en faveur de la thèse de l'histoire-monde comme phénomène passager est l'efflorescence des études qui paraissent sous cette appellation : certains, d'évidence, se cherchent des niches où développer leur histoire globale personnelle. Et c'est, là aussi, une source de « petites modes » évanescentes... Personnellement, je ne suis pas sûr non plus que le concept d'histoire-monde va perdurer : il fait face à de tels problèmes structurels que rien, aujourd'hui, ne permet d'affirmer que l'histoire globale va pouvoir se cristalliser dans les prochaines décennies. Cela étant, au vu des interactions qui se développent à l'échelle du monde, il me paraît par ailleurs clair que les historiens se doivent de s'intéresser à l'histoire globale : ces interactions posent des questions quant au sens de l'histoire auxquelles il leur revient impérativement de fournir, au vu du passé, des éléments de réponse.

Le processus que l'on appelle habituellement «mondialisation» est donc, pour quelque chose, dans l'émergence d'une réflexion historique à l'échelle globale ?

Oui, bien sûr, j'y ai fait allusion. On peut même avancer, me semble-t-il, que la globalisation est le facteur qui a le plus concouru à cette émergence publique. Malheureusement, ce lien brouille les cartes : pour le grand public, le plus souvent, l'histoire globale se résume, à cause de lui, à celle de cette forme récente de mondialisation qu'est la financiarisation de l'économie, alors que, bien entendu, l'histoire-monde c'est aussi celle des grandes pandémies, ou bien encore du peuplement de la planète par les hominidés.

Comment situer l'histoire-monde par rapport aux travaux de Fernand Braudel et de l'École des Annales ? Y a-t-il, là, rupture ou continuité ?

Comme en attestent les travaux de Henri Berr, l'histoire globale existait avant Braudel, avant les Annales. Pour autant, «les premières Annales» —Fernand Braudel, Pierre Chaunu, Lucien Febvre— ont assurément impulsé ce qui est ensuite devenu l'histoire globale. Aujourd'hui, comme vous le savez, l'École des Annales s'est essentiellement

tournée vers la microhistoire. Le lien originel s'est donc fortement distendu, même si l'histoire connectée —mise en avant par les Annales en partie afin de défendre une *microstoria* (ce courant de recherche historiographique est né en Italie, NDLR) un peu essoufflée— peut constituer un bon moyen parmi d'autres d'approcher l'histoire globale.

Diversité et interactivité

L'histoire-monde doit-elle quelque chose au marxisme ?

Il y a également, de fait, un lien entre l'histoire-monde et le marxisme. L'histoire globale, en effet, cherche elle aussi si les mécanismes qui sont au principe de l'histoire humaine. Mais on pourrait dire cela des autres philosophies de l'histoire et du libéralisme. Le lien avec le marxisme n'est donc pas un lien privilégié. Par ailleurs, il pose les mêmes problèmes que posent toutes les philosophies de l'histoire, lesquelles, fortement teintées de déterminismes, privilégient à l'excès certaines causalités et, partant, forcent le trait lorsqu'elles donnent sens à l'histoire des hommes. À l'opposé, l'histoire globale permet d'insister sur l'interactivité, les phénomènes non-linéaires, la diversité, etc.

Vous considérez que l'histoire-monde représente un progrès considérable pour les sciences historiques. Pourquoi ?

L'histoire globale a des vertus «décloisonnantes» : elle oblige l'historien à dépasser les clivages, les découpages traditionnels, à changer le cadre de l'histoire tel qu'il a été fixé au XIX^e siècle, notamment le cadre national, qu'elle permet de dépasser sans l'oublier pour autant. C'est un peu comme lorsque le théâtre s'est trouvé libéré des contraintes classiques de l'unité de temps et d'espace. Et puis, je l'ai dit, l'histoire globale répond à une nécessité de notre temps.

Néanmoins, vous mettez en garde contre certains excès possibles ?

Oui. L'histoire-monde souffre de divisions internes ; ses éléments constitutifs sont mal définis encore et son développement futur ne pourra longtemps faire l'économie d'une plus grande clarté sémantique sur le fond. D'un point de vue externe, elle rencontre aussi des problèmes pour s'institutionnaliser : les chaires d'histoire globale, entre autres, tardent à apparaître. Son identification à la globalisation économique, également, pose question, cette promiscuité pouvant la faire apparaître *in fine* comme une opération de légitimation du capitalisme financier international. Enfin, en mettant les Occidentaux à leur juste place, l'histoire-monde risque peut-être de nous faire passer d'un ethnocentrisme à un autre : peut-être, demain, certaines nations ou régions du monde vont-elles être tentées de se donner, à travers elle, à leur tour, le beau rôle.

À ce propos : l'idée d'une «déseuropéanisation» de l'histoire vous paraît-elle conceptuellement pertinente ?

Pour certains, l'histoire-monde est une réaction à l'histoire européenne, celle qui, jusqu'à présent, été dominante. L'Europe, de fait, ne regroupe qu'une partie de l'humanité et cette partie, de surcroît, n'a pas toujours occupé le premier rôle ; au temps des royaumes dits barbares, par exemple c'étaient d'autres

“ EN METTANT LES OCCIDENTAUX À LEUR JUSTE PLACE, L'HISTOIRE-MONDE RISQUE PEUT-ÊTRE DE NOUS FAIRE PASSER D'UN ETHNOCENTRISME À UN AUTRE.”

—les Musulmans, les Byzantins... — qui l'occupaient, ce rôle. Par ailleurs, plutôt que de privilégier certains facteurs ou certains acteurs déterminants, l'histoire-monde met l'accent sur les interactions, ce qui a aussi pour effet de minorer le rôle des Européens, des Occidentaux. L'histoire-monde est une histoire du monde sans miracle européen, occidental ou autre : elle met l'accent sur des trajectoires multiples, comparables autour de certains éléments. En résumé, donc : oui, l'idée d'une «déseuropéanisation» de l'histoire a du sens. Néanmoins, il serait plus juste, me semble-t-il, de parler d'un décentrage de l'histoire : en histoire-monde, il n'y a pas de centre privilégié. Plus exactement, ce centre est propre à chacun des sujets étudiés : une histoire globale de l'agriculture, par exemple ne conduirait pas forcément à mettre en avant les mêmes régions du monde qu'une histoire globale des transports ou des pandémies... ■



L'histoire-monde est une histoire du monde sans miracle européen...

LE RETOUR DE L'AFRIQUE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

COLLETTEBRAECKMAN

Durant combien d'années encore devons-nous voir défiler des images de gosses squelettiques, de femmes en quête d'eau potable ? Il y a tellement longtemps que nous connaissons les cycles de la famine en Afrique de l'Est, dus à la sécheresse récurrente mais aussi à la guerre, qu'il est difficile d'accepter que ces catastrophes soient présentées comme l'inéluctable destin d'une Afrique destinataire de la charité du monde alors que des politiques de prévention auraient pu être menées.

Durant combien d'années encore devons-nous subir le spectacle de combattants hérissés de fusils, appuyés discrètement par des drones américains, des F16 belges, des forces spéciales françaises et britanniques et se chargeant, sous les ovations de l'opinion internationale, de «débarquer» comme en Libye les dictateurs qui ont fait leur temps ? Et cela alors qu'en Afrique comme ailleurs, c'est aux peuples eux-mêmes qu'il appartient de se libérer, de faire respecter les résultats des élections...

Au cours de ce premier semestre, les flux d'informations venues d'Afrique ont ravivé les pires des stéréotypes : intervention française et onusienne en Côte d'Ivoire, défense de la République démocratique du Congo, défection d'un colonel Kadafi qui avait fait son temps après quatre décennies de pouvoir absolu, scènes de désolation en Afrique de l'Est, où la distribution de l'aide humanitaire est entravée par les groupes armés ou freinée par des autorités impuissantes et corrompues. A nouveau, figés par les images, les rôles semblent distribués, avec d'un côté les justiciers et les humanitaires blancs et l'autre, anonymes, misérables, les populations africaines prises au piège des aléas du climat ou de la guerre. En Afrique, tout serait-il donc, toujours, à recommencer ?

Une telle vision du continent noir, dictée par les conflits armés et les catastrophes humanitaires, nous semble réductrice, partielle et partielle. Elle dissimule, sciemment ou non, d'autres évidences, à savoir que, un demi siècle après le temps des indépendances, l'Afrique commence à se redresser, qu'elle a enfin entamé son décollage. Tous les témoignages des voyageurs confirment ces changements : Dakar, Bamako, Ouagadougou, mais aussi Kigali et Kinshasa se transforment à vue d'œil, deviennent des capitales modernes aux immeubles futuristes. À Luanda, financés par l'argent du pétrole, les chantiers se multiplient : les bidonvilles de Nairobi sont en train d'être assainis, Kampala est bruisante d'activité.

Quant aux campagnes africaines, longtemps laissées pour compte, elles bougent à leur tour, bénéficiant d'une décen-

tralisation qui renforce la capacité d'initiative des pouvoirs locaux et profitant des envois d'argent de la diaspora. Les chiffres macroéconomiques confirment les impressions recueillies à l'œil nu : au cours de la dernière décennie, les économies africaines ont progressé de 6% contre 5% en Amérique latine et 2% dans la zone euro.

Des fondamentaux plus sains qu'ailleurs dans le monde

C'est Jean-Michel Severino, ancien directeur de l'Agence française pour le développement, qui l'affirme* : les «fondamentaux» économiques de l'Afrique sont plus sains que ceux du reste du monde. Le continent a été épargné par la crise boursière, entre autres parce qu'il a été ignoré de la finance spéculative, le fardeau de la dette — qui avait plombé la croissance dans les années 80 et 90 — s'est progressivement allégé et ne représente plus que 40% du produit intérieur brut dans les pays au sud du Sahara qui ont assaini leurs économies ou bénéficié de programmes de réduction de dettes.

Mais surtout, l'Afrique, que l'on présentait si souvent comme marginale, pèse désormais d'un poids nouveau dans l'économie mondiale : qu'il s'agisse des matières premières, de la terre cultivable, de l'eau, de l'énergie (pétrole et gaz), elle détient les ressources qui se raréfient dans le reste du monde et peut désormais jouer sur la compétition entre les partenaires potentiels. C'est que la mondialisation a brisé le face à face obligé entre le continent noir et les anciennes puissances coloniales, ce qui a permis à d'autres acteurs de faire irruption sur le marché. Ces nouveaux venus proviennent d'Asie, certes — et l'arrivée des Chinois a donné des sueurs froides aux Européens —, mais les Coréens du Sud, les Taïwanais sont présents également, les Brésiliens investissent en Angola, en République démocratique du Congo, la Turquie joue sa carte, l'Iran se profile, les Russes progressent, les Israéliens jouent des coudes... Ces pays émergents lorgnent sur les matières premières, mais ils sont également désireux de trouver de nouveaux marchés pour les produits de consommation qu'ils produisent à plus bas prix que les Européens.

Une population jeune dont le tiers est au chômage

On peut cependant se demander quand l'Afrique cessera d'exporter ses ressources à l'état brut, à des prix bradés : au Niger par exemple — qui, depuis quatre décennies, ap-

provisionne en uranium la société française Areva —, la contribution de cette société au budget national ne dépasse pas celui... de la vente des oignons ! Certes, des intellectuels africains sont formés en nombre croissant, mais vu l'absence d'industries de transformation et la faiblesse des classes moyennes, ils sont frappés par le chômage et grossissent les flots de l'émigration : la seule Côte d'Ivoire compte plus de 2,5 millions de jeunes diplômés au chômage ! Selon la Banque africaine de développement, les deux tiers des Africains ont moins de 25 ans et dans certains pays, le chômage des jeunes atteint un tiers d'entre eux.

Ces diplômés sans perspective d'emploi représentent une véritable bombe à retardement, car ces jeunes pourraient, à l'instar de ce qui s'est passé en Tunisie, ébranler ou renverser les pouvoirs politiques. Cependant, cette jeunesse représente aussi une formidable capacité d'innovation : aujourd'hui déjà, les jeunes diplômés africains sont très présents dans les organisations de la société civile, ils animent et dynamisent les associations paysannes ou se lancent dans des activités culturelles.

Longtemps présentée comme un handicap pour le développement, la démographie des pays africains pourrait se transformer en avantage. Selon une étude de l'INED (Institut national français d'études démographiques), en 2100, un habitant du globe sur trois sera originaire d'Afrique, contre un sur sept aujourd'hui. En Afrique subsaharienne, la population devrait passer de quelque 600 millions en 2000 à 3,6 milliards en 2100. Cette croissance, due à un taux de fécondité important, se réalisera en dépit des ravages du sida et d'un taux de mortalité infantile qui reste l'un des plus élevés du monde.

Au vu de ces perspectives démographiques, Severino s'élève contre le malthusianisme si souvent professé : pour lui, l'accroissement de la population africaine, souvent concentrée dans les villes, a donné au continent la «masse utile» permettant de rentabiliser les travaux d'infrastructures. Cette démographie dite galopante ne serait après tout qu'un rattrapage : jusqu'à la fin du XX^e siècle, affaiblie par les traites négrières, l'exploitation coloniale, les guerres de libération ou les troubles politiques, l'Afrique était considérée comme sous-peuplée. Ce n'est qu'aujourd'hui, avec de densités de 72 habitants au km², que l'Afrique atteint enfin des densités comparables à celles du reste du monde.

Par ailleurs, si l'Europe tente d'endiguer le flux des migrants originaires d'Afrique noire, chacun sait aussi — sans le reconnaître ouvertement — que cette main d'œuvre est indispensable à l'agriculture du sud de l'Europe et qu'à terme, cet apport démographique sera indispensable au vieux continent... On constate d'ailleurs que si les candidats à l'émigration demeurent nombreux, un nombre croissant d'Africains font désormais le voyage en sens inverse : dans le cas de la République démocratique du Congo, c'est par milliers que les membres de la diaspora rentrent au pays, utilisant leurs économies pour lancer leur propre business tandis qu'au Rwanda, le gouvernement mène une politique active pour inciter au retour tous ses ressortissants à l'étranger, les in-



La démographie africaine, longtemps présentée comme un handicap, pourrait au contraire créer une «masse utile» au continent.

vitant à de courts séjours de prospection intitulés «come and see» : venez et voyez...

La corruption mine encore les sociétés

Le potentiel que représentent plus de 300 millions d'Africains sortis de la pauvreté ne devrait cependant pas faire illusion : le développement de l'Afrique s'accompagne d'un élargissement du fossé social. Alors que les sociétés africaines traditionnelles privilégiaient une certaine égalité, au point d'organiser, par la contrainte ou la coutume, une relative répartition des richesses, l'avenir s'accompagnera d'injustices croissantes, avec tout de jactures potenti-elles, de violences urbaines, de criminalité. En outre, la corruption raffe souvent les bénéfices de la croissance, creuse les disparités et est génératrice de révoltes. Elle gomme aussi le bénéfice des avancées démocratiques cependant bien réelles : depuis 2006, 92 millions d'Africains ont pris part à des élections démocratiques organisées dans 14 pays et les effets du «printemps arabe» risquent de se faire sentir dans les derniers régimes forts...

Non seulement l'Afrique reprend sa place sur le plan économique, mais elle a aussi, de plus plus, le désir et la capacité de se faire entendre dans le concert des nations : l'Afrique du Sud et le Nigeria briguent un siège permanent au Conseil de sécurité, l'Organisation de l'unité africaine et les diverses organisations économiques régionales (Communauté des États d'Afrique de l'Est, de l'Ouest, d'Afrique australe...) s'efforcent d'accélérer l'intégration économique et multiplient les médiations dans les conflits en cours...

Alors que l'Europe, par l'histoire, la géographie, l'économie, les métissages et les migrations, demeure le partenaire obligé du continent africain, on constate cependant que le fossé se creuse entre les deux rives de la Méditerranée et que, face à un partenaire qui s'émancipe, les interventions militaires en Côte d'Ivoire, en Libye ressemblent aussi, quelles que soient les raisons évoquées, à un rappel à l'ordre postcolonial brutal et anachronique... ■



Colette Braeckman vient de publier *L'Afrique d'un siècle à l'autre - Heurs, malheurs et retour sur l'histoire*. L'éd. du Cygne-Le Soir. Luttant contre les clichés et les idées reçues, elle montre, au fil de ses articles publiés par *Le Monde diplomatique*, *Le Soir*, *Espace de Libertés* et sur son blog, que le continent africain change de visage. Devenu objet de convoitise pour d'autres interlocuteurs que les anciennes puissances coloniales, avec des ressources colossales, l'Afrique pourra sans doute prendre la place qui est la sienne sur la carte du monde.

* Jean-Michel Severino et Olivier Ray, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2010.

LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

UNE MULTITUDE D'IMPACTS POUR LES POPULATIONS

FRANÇOIS GEMENNE

Chargé de recherches FNRS au CEDEM, Université de Liège

On entend fréquemment s'exprimer l'idée que la planète serait menacée par le changement climatique. Ce qui est en cause, pourtant, n'est pas tant la planète elle-même mais les hommes qui y vivent. Ce qui suit est une présentation succincte de la manière dont le changement climatique va affecter les populations, et une esquisse de quelques pistes qui permettraient de s'y adapter.

Le changement climatique se traduira par une multitude d'impacts, à court, moyen et long termes. Contrairement à une idée parfois répandue, ces impacts ne seront pas uniformes : certains pays seront —et sont déjà— davantage touchés que d'autres, et les impacts seront très différents selon la région où ils se produiront. Ainsi, la moyenne de l'augmentation de la température à la surface de la Terre, première manifestation du changement climatique, cache des différences très substantielles selon les endroits : la hausse de température est beaucoup plus importante sur terre que sur les océans, ainsi que dans les hautes latitudes (c'est dans les régions polaires que la température augmente le plus, et le plus rapidement). Quoique l'objectif officiel retenu aux conférences de Copenhague et de

Cancún soit de limiter la hausse moyenne de température à deux degrés d'ici la fin du siècle, la plupart des observateurs considèrent que cet objectif ne pourra être atteint, et que le scénario le plus probable est celui d'une augmentation moyenne de température de quatre degrés d'ici la fin de ce siècle.

Le premier impact immédiat de l'augmentation des températures est la hausse du niveau des mers, résultat de deux éléments : l'expansion thermique des océans, responsable d'environ 70% de la hausse attendue, et la fonte des glaces. Les prévisions du GIEC ne concernent que la hausse du niveau des mers consécutive à l'expansion thermique des océans ; lorsque l'eau se réchauffe, elle se dilate et occupe un volume plus large. Sous l'effet de ce seul phénomène, le GIEC estime que la hausse moyenne du niveau des mers sera comprise entre 18 et 60 centimètres (Intergovernmental Panel on Climate Change 2007). Certaines prévisions pointent néanmoins que cette hausse est sous-estimée : si l'on ajoute à l'expansion thermique la fonte des glaces continentales, c'est-à-dire des glaciers et des calottes polaires, de nombreux auteurs estiment que cette hausse sera d'un mètre environ d'ici à la fin du siècle (Church, White et al., 2004 ; Hansen, Sato et al., 2006).

Cette élévation du niveau des mers aura bien sûr des conséquences très importantes pour les régions côtières et deltaïques, généralement très densément peuplées. On peut dès lors s'attendre à d'importants mouvements de population dans ces régions : en particulier, les deltas du Gange, du Mékong et du Nil, et dans une moindre mesure ceux du Mississippi, du Godavari (Inde) et du Yangtze —particulièrement peuplés— devraient être lourdement affectés (Ericson, Verosmarty et al., 2006). Une telle hausse du niveau des mers nécessitera la construction de digues pour protéger de nombreuses zones côtières, tandis que certaines populations particulièrement vulnérables devront vraisemblablement être déplacées.

Eau : pénuries et inondations

Le réchauffement global aura également un impact important sur les réserves d'eau douce. Des pénuries d'eau potable seront causées par une série de facteurs cumulatifs : sécheresse, contamination des nappes phréatiques par les eaux de mer en raison de la hausse du niveau des océans et fonte des glaciers de montagne, qui constituent

d'importantes réserves d'eau douce. Par ailleurs, des changements dans les précipitations entraîneront d'importantes inondations dans certaines régions du monde, et particulièrement en Asie. En réalité, le changement climatique accélère le cycle de l'eau, ce qui signifie que les régions arides connaissent des sécheresses plus longues et plus intenses, tandis que les régions humides subissent des précipitations plus importantes (Bates, Kundzewicz et al., 2008). Aujourd'hui déjà, 1,3 milliard de personnes souffrent d'un manque d'accès à l'eau potable, et le changement climatique aggrave cette situation. D'importants investissements seront à prévoir pour les systèmes d'irrigation, mais aussi pour garantir un partage plus équitable des réserves mondiales d'eau potable.

Un autre impact important du réchauffement global concerne l'agriculture, un secteur particulièrement sensible aux variations de température et qui emploie 22% de la population mondiale. On estime que 75% de la population qui vit avec moins d'un dollar par jour dépend directement de l'agriculture pour sa survie (Stern, 2007). Dans les régions tropicales, toute augmentation —même minime— de la température se traduira par un déclin des ►

Panorama des principaux impacts du changement climatique par régions du monde

Région	Impacts attendus	Pays les plus affectés
Afrique	D'ici à 2020, entre 75 et 250 millions de personnes n'auront pas d'accès direct à l'eau potable. D'ici à 2020, les récoltes de certains pays pourraient diminuer de 50%. La production agricole et la sécurité alimentaire de nombreux pays seront menacées, notamment à cause de sécheresses. D'ici à 2100, l'élévation du niveau des mers touchera les régions de faible élévation, et donc de larges populations. D'ici à 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8% du territoire aride ou semi-aride. D'ici à 2050, les réserves d'eau douce des grands bassins fluviaux auront diminué. Les régions côtières, en particulier les méga-deltas densément peuplés en Asie du Sud et du Sud-Est subiront des inondations en raison de la hausse du niveau des mers et des crues des fleuves. La pression sur les ressources naturelles et l'environnement sera accrue, également en raison du développement économique, de la rapide industrialisation et urbanisation. Les impacts négatifs comprendront des inondations soudaines et des inondations côtières, ainsi qu'un phénomène d'érosion.	Burkina Faso, Mozambique, Niger, Rwanda, Somalie, Tanzanie, Soudan, Éthiopie
Asie	D'ici à 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8% du territoire aride ou semi-aride. D'ici à 2050, les réserves d'eau douce des grands bassins fluviaux auront diminué. Les régions côtières, en particulier les méga-deltas densément peuplés en Asie du Sud et du Sud-Est subiront des inondations en raison de la hausse du niveau des mers et des crues des fleuves. La pression sur les ressources naturelles et l'environnement sera accrue, également en raison du développement économique, de la rapide industrialisation et urbanisation. Les impacts négatifs comprendront des inondations soudaines et des inondations côtières, ainsi qu'un phénomène d'érosion.	Mozambique, Tanzanie, Nigeria, Somalie, Malawi Niger, Soudan, Éthiopie, Somalie
Europe	D'ici à 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8% du territoire aride ou semi-aride. D'ici à 2050, les réserves d'eau douce des grands bassins fluviaux auront diminué. Les régions côtières, en particulier les méga-deltas densément peuplés en Asie du Sud et du Sud-Est subiront des inondations en raison de la hausse du niveau des mers et des crues des fleuves. La pression sur les ressources naturelles et l'environnement sera accrue, également en raison du développement économique, de la rapide industrialisation et urbanisation. Les impacts négatifs comprendront des inondations soudaines et des inondations côtières, ainsi qu'un phénomène d'érosion.	Inde, Bangladesh, Chine, Birmanie, Vietnam, Philippines, Indonésie, Afghanistan, Népal Chine, Inde
Amérique latine	D'ici à 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8% du territoire aride ou semi-aride. D'ici à 2050, les réserves d'eau douce des grands bassins fluviaux auront diminué. Les régions côtières, en particulier les méga-deltas densément peuplés en Asie du Sud et du Sud-Est subiront des inondations en raison de la hausse du niveau des mers et des crues des fleuves. La pression sur les ressources naturelles et l'environnement sera accrue, également en raison du développement économique, de la rapide industrialisation et urbanisation. Les impacts négatifs comprendront des inondations soudaines et des inondations côtières, ainsi qu'un phénomène d'érosion.	Royaume-Uni, Hongrie, Pologne, Allemagne, Pays-Bas Espagne, Portugal
Amérique du Nord	D'ici à 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8% du territoire aride ou semi-aride. D'ici à 2050, les réserves d'eau douce des grands bassins fluviaux auront diminué. Les régions côtières, en particulier les méga-deltas densément peuplés en Asie du Sud et du Sud-Est subiront des inondations en raison de la hausse du niveau des mers et des crues des fleuves. La pression sur les ressources naturelles et l'environnement sera accrue, également en raison du développement économique, de la rapide industrialisation et urbanisation. Les impacts négatifs comprendront des inondations soudaines et des inondations côtières, ainsi qu'un phénomène d'érosion.	Pérou, Bolivie
Petites îles	D'ici à 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8% du territoire aride ou semi-aride. D'ici à 2050, les réserves d'eau douce des grands bassins fluviaux auront diminué. Les régions côtières, en particulier les méga-deltas densément peuplés en Asie du Sud et du Sud-Est subiront des inondations en raison de la hausse du niveau des mers et des crues des fleuves. La pression sur les ressources naturelles et l'environnement sera accrue, également en raison du développement économique, de la rapide industrialisation et urbanisation. Les impacts négatifs comprendront des inondations soudaines et des inondations côtières, ainsi qu'un phénomène d'érosion.	Pérou, Mexique, Brésil Brésil
Régions polaires	D'ici à 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8% du territoire aride ou semi-aride. D'ici à 2050, les réserves d'eau douce des grands bassins fluviaux auront diminué. Les régions côtières, en particulier les méga-deltas densément peuplés en Asie du Sud et du Sud-Est subiront des inondations en raison de la hausse du niveau des mers et des crues des fleuves. La pression sur les ressources naturelles et l'environnement sera accrue, également en raison du développement économique, de la rapide industrialisation et urbanisation. Les impacts négatifs comprendront des inondations soudaines et des inondations côtières, ainsi qu'un phénomène d'érosion.	Colorado, Arizona, Utah, Colombie-Britannique (Canada) Floride, Louisiane, Texas Comores, Kiribati, Tuvalu, Maldives, Haïti, Îles Marshall Russie, États-Unis (Alaska)

Source : François Gemenne, *Géopolitique du changement climatique*, Paris, Armand Colin, 2009.



© Roberto Schmidt/AFP

récoltes. C'est particulièrement l'Afrique et l'Asie orientale qui seront touchées, en raison de la pauvreté de la population, d'une plus forte dépendance à l'agriculture, et de récoltes plus sensibles aux variations de température. Certains modèles de développement agricole devront donc être radicalement repensés.

À l'inverse, dans les plus hautes latitudes de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Australie et de la Sibérie, une augmentation modérée de la température (+2°C ou +3°C) se traduira par une augmentation des récoltes agricoles, en raison de l'allongement de la saison de croissance et de la possibilité de cultures nouvelles.

Malnutrition et maladies virales

Un autre risque concerne la santé : non seulement le changement climatique augmentera considérablement le nombre de victimes de malnutrition et de vagues de chaleur, mais il peut aussi étendre les régions touchées par des maladies virales. Ainsi, des maladies comme la malaria ou la dengue devraient affecter des régions jusqu'ici épargnées, au fur et à mesure que les moustiques à l'origine de la maladie se déplaceront sous l'effet de la hausse des températures.

Les équipements, infrastructures et logements ne seront pas épargnés : ce sera par exemple le cas de routes et de lignes de chemin de fer construites sur le pergélisol en Russie, en Chine et au Canada, mais également d'habitations sous lesquelles le sol s'affaisse, comme on a pu l'observer depuis plusieurs années aux confins de l'Alaska.

À côté de ces mutations progressives, le changement climatique engendra également un certain nombre de dégâts brutaux, appelés « événements météorologiques extrêmes », dont certains se sont déjà manifestés. Ces phénomènes, par leur nature, sont exceptionnels et assez localisés. Pour l'heure, les modèles climatiques ne permettent pas de les prévoir. Le GIEC a néanmoins averti que le changement climatique allait accroître la fréquence et l'ampleur des vagues de chaleur et des précipitations diluviennes, ainsi que l'intensité des cyclones tropicaux.

Au final, on estime que 325 millions de personnes sont déjà directement affectées chaque année par les impacts du changement climatique (Global Humanitarian Forum 2009), et ce nombre ne pourra que croître au cours des prochaines années. Les différents impacts du changement climatique ne sont pas distincts des autres, mais se combinent généralement entre eux, tout en aggravant des problèmes déjà existants. Ils dépendent également très largement de facteurs non climatiques, comme la densité de population ou les modes de gouvernance. Il faut donc se garder ici de tout déterminisme environnemental : c'est avant tout les politiques d'adaptation qui seront déployées qui détermineront le véritable impact du changement climatique sur les populations. ■

L'OBJECTION DE CROISSANCE COMME ÉBAUCHE D'UN NOUVEAU PARADIGME

PRÉVENIR LE MEURTRE DU FUTUR ?

JEAN CORNIL

La source désapprouve toujours l'itinéraire du fleuve.

Il y aura bientôt 30 ans, je me suis engagé en politique, armé de mes certitudes marxistes et rêvant comme ultime horizon de la condition humaine une forme de social-démocratie mondiale, assurant par la fiscalité et la sécurité sociale une solidarité entre tous les terriens.

Puis, au fil des années, ma conscientisation à l'écologie politique s'est amplifiée, à la lecture d'auteurs tels André Gorz, Edgar Morin, René Dumont ou Jean-Pierre Dupuy, jusqu'à devenir d'une aveuglante évidence face aux graves perturbations des écosystèmes. J'étais, jusqu'il y a peu, encore baigné dans le développement durable et dans le socialisme écologique.

Plus récemment, devant l'acuité et l'ampleur des défis sociaux et environnementaux, j'ai rejoint le mouvement des objecteurs de croissance, totalement convaincu de la nécessité de changer radicalement de paradigme de développement en regard des limites de la biosphère.

Ma réflexion et mon évolution politique se sont nourries d'abord des œuvres de Nicholas Georgescu-Roegen, de Hervé Lalouche, de Paul Ariès, de Dominique Bourg, de René Kempf, de Tim Jackson, mais surtout de l'effrayant constat que si nous ne résolvons pas la contradiction entre le caractère fini de la planète et la mesure prodigieuse de l'idéologie de la croissance et du recul infini des limites de l'action humaine, les générations qui nous succéderont entreront par la grande porte dans l'enfer de la guerre planétaire pour des ressources de plus en plus rares, jusqu'à la chute finale de la destinée des hommes.

Le basculement dans un autre monde

Face à ce défi à proprement parler historique, la tâche apparaît comme titanesque tant les esprits et les pratiques sont totalement imprégnés par l'anthropologie capitaliste, pour reprendre l'expression de Christian Anspäcker, convaincus que la Sainte-Alliance du progrès de la science et des techniques nous permettra d'éviter la catastrophe annoncée. Beaucoup trop rares sont ceux qui pressentent que nous avons basculé dans un autre monde, dans une autre histoire, où toutes nos catégories mentales et tous nos comportements, individuels comme collectifs, doivent profondément se transformer pour appréhender avec lucidité le mur qui se rapproche dangereusement face à nos insouciances tragiques.



Un changement de paradigme pour éviter les catastrophes annoncées.

Une profonde réforme du politique

Enfin, le chemin de l'objection de croissance appelle une profonde réforme du politique. Avant tout en sémantisant de la dictature de l'économie qui asservit gouvernements, peuples et citoyens à la stricte logique marchande où tout, absolument tout, jusqu'à notre intimité, est soumis à la loi de la valeur d'échange. Il faut d'urgence « déséconomiser » des pans entiers de nos existences comme de ceux des États. Et réhabiliter une réelle démocratie participative, loin des oligarchies qui nous déterminent, par des processus nouveaux et anticipateurs, tant sur le plan strictement politique qu'économique. Je veux faire ici à la fois l'éloge des pouvoirs publics qui doivent étendre et démocratiser les services publics, à l'inverse des privatisations et des contractualisations actuelles, et de l'économie coopérative et solidaire, seule alternative de citoyenneté économique face aux anonymes conseils d'administration des sociétés transnationales. Cela suppose à la fois un État plus fort et plus normatif pour assurer la sécurité sociale et la préservation des écosystèmes, et un foisonnement d'initiatives citoyennes dans la société civile.

Il nous faut impérativement, pour paraphraser Edgar Morin, une nouvelle politique de civilisation et un projet alternatif qui rompent énergiquement avec tous les concepts — croissance, développement infini, travail émancipateur, rationalité du marché, individualisme débridé, concurrence sans entrave — de la modernité capitaliste. Cela exige une conversion mentale, une radicalité existentielle et une lutte politique. Ce nouveau paradigme, au-delà de ses balbutiements propres à tout nouveau modèle surgi dans l'histoire, se doit d'en devenir la colonne vertébrale doctrinale et expérimentale. ■

Grèce, année zéro

MICHEL GRODENT

AU-DELÀ DES CLICHÉS, LE TÉMOIGNAGE DE LA LITTÉRATURE, LA VOIX IRONIQUE D'ERSI SOTIROPOULOS.

Que dire de la Grèce, économiquement sinistrée, que l'on n'a pas déjà dit cent fois ? Tristesse et souffrance : les chiffres parlent ou vont parler d'eux-mêmes. En moyenne, du fait de la nouvelle salve d'impôts, un couple de salariés sera amputé de deux salaires, constaté fin juin un reporteur de *Ta Néa*, l'un des principaux journaux d'Athènes. Quelques jours plus tard, le même quotidien annonçait sur son site électronique une augmentation de 40% des suicides au pays des dieux. Moins de salaire, moins de consommation : tandis que j'écris s'ajoute un autre constat alarmant, la fermeture de plus de vingt magasins dans la seule rue du Stade, l'une des artères les plus commerçantes de la capitale, près de la place Omonia. C'est bien décidé, après les soldes, beaucoup de propriétaires de boutiques mettront la clé sous le paillasson.

Parallèlement, on ne le sait que trop, autour du désastre grec prolifèrent les discours faciles, définitifs, sans nuances. «La Grèce retourne à ses vieux démons», titrait *Le Figaro* en ligne. Les restaurateurs qui ne donnent pas de fiches TVA, les bourgeois friqués qui planquent leur magot en Suisse, l'absence de cadastre qui autorise toutes les tricheries, les dessous de table dans les hôpitaux : pour un peu on écrirait que le génie de la corruption est inscrit dans le patrimoine héréditaire des Grecs. Réagissant à l'article, un lecteur qui a tout compris décrète sans pitié : «*Je n'imaginais pas les Grecs pourris à ce point.*»

Ce qu'ignore apparemment le brave homme, c'est la persistance à travers les siècles de la mauvaise ré-

Les écrivains plutôt que les faiseurs d'opinion

Qui cherche une autre démarche que celle qui consiste à tourner la page en faisant semblant d'avoir épuisé l'affaire grecque sur la foi de quelques citations bien placées aura tout intérêt à s'adresser aux vrais écrivains, toujours plus inquiétants et plus profonds que les faiseurs d'opinion. De fait, même si l'exercice peut sembler dangereux ou contestable, il est tentant de traiter les romans récemment traduits, fussent-ils bien antérieurs, comme autant de signes annonciateurs de la crise actuelle, laquelle n'est jamais qu'un cas particulier dans une évolution générale de nos sociétés occidentales. Les écrivains ont évidemment une manière bien à eux d'enregistrer un malaise ou un mal-être universel à travers le portrait d'une ou de plusieurs figures symboliques.

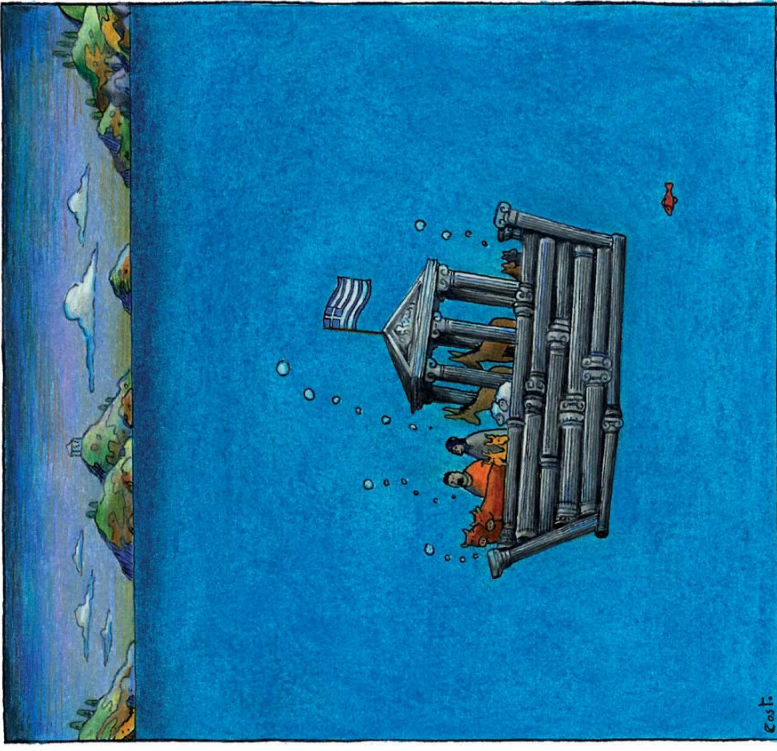
Dompter la bête (ou, plus littéralement, «en domptant la bête») : le titre choisi par Ersi Sotiropoulos pour son roman paru en 2003 avait peut-être de quoi provoquer, voire irriter, un an avant l'année de toutes les gloires, aujourd'hui l'année de toutes les nostalgies¹. C'est que tout souriait aux Grecs à l'époque : bientôt le monde entier aurait les yeux tournés vers eux. Leur victoire inattendue contre le Portugal au Championnat d'Europe serait le prélude à leur triomphe médiatique comme organisateurs des Jeux olympiques. Dans un climat propice à la corruption, le héros ou l'antihéros de *Dompter la bête* remplirait avec plus ou moins d'entrain son rôle de haut fonctionnaire de la Culture, conseiller d'un

ministre que tout désigne comme socialiste. Mari infidèle, époux d'une Italienne qui ne se fait plus d'illusions, mais amant performant, fier de ses érections qui l'accompagnent la nuit comme le jour, père décevant, détesté par son fils surnommé le Cannibale, Aris Pavlopoulos est un parvenu de ce que les Grecs appellent «métapolitèfsis», soit la période qui a suivi le rétablissement de la démocratie en 1974, après le septennat de la dictature des Colonels. Mais c'est aussi un poète à moitié raté dont le dernier recueil date d'il y a douze ans : il s'intitulait *Les faribours de la défaite*, un titre en forme d'oxymore, dont les termes s'entrechoquent et s'annulent.

Incarnation des déroutes retentissantes, Aris, version postmoderne du dieu de la guerre, n'aura bientôt d'autre obsession, d'autre compensation que l'accouchement d'un nouveau poème. Accouchement laborieux, faut-il le dire, d'autant plus laborieux que le poète facile, malgré son attente, son «éveil», sa prétendue ouverture au monde, demeure en panne d'inspiration. Du moins parviendra-t-il à forger un début d'œuvre dérisoire, trois adjectifs qui résument sa vie et celle de beaucoup d'autres à l'orée du XXI^e siècle : «avide, apeuré, nu» ! Comme dans son roman précédemment traduit en français, *Zizyags dans les oranges*², Ersi Sotiropoulos pose un regard ironique sur ses créatures athéniennes, prises dans une taumachie où ils sont à la fois taureaux et toreros.

D'où viendrait l'explosion nucléaire ?

La situation de quasi-faillite que vit actuellement la Grèce fait qu'un tel roman, à tort ou à raison, se déchiffre comme une anticipation, comme si la romancière avait eu, dès 2003, le don de percevoir les choses à venir. Le conflit de générations est évidemment au cœur du propos, traduit symboliquement par cette passion du carambolage – la corrida automobile – qui anime l'un des personnages, un jeune homme à bonnet rouge nommé Mariol, en français, mais Spithas en grec, un nom dé-



Desin de Costi.

le jubilaire cultive une désespérance de bon ton : «[...] voyant le gâteau se rapprocher de lui, orgiaquement éclairé comme une église un jour de fête, Aris fut saisi par l'idée que tous ceux-là étaient en bout de course, qu'il était entouré d'ombres. Nous sommes tous morts, se dit-il, ça explique tout. Mais au lieu de rendre mélancolique, cette pensée l'emplit d'un courage imprévu, et tout en se penchant pour souffler les bougies, il eut un merveilleux pressentiment : il écrirait le nouveau poème et ce serait un chef-d'œuvre.»

Les connaisseurs goûteront l'humour cinglant. Et plus généralement, j'imagine que beaucoup d'entre nous reconnaîtront leur visage lassé dans celui d'Aris Pavlopoulos, exilé consentant de toutes les illusions et de tous les embrasements de sa folle jeunesse. ■

Costi, participe à l'exposition Dessin de presse sans frontières, jusqu'au 27 septembre 2011, Maison du Tourisme des Ardennes brabançonnaises, rue de Nivelles 1, Wavre - Tél : 010 22 03 23.

5 Traduit en 2003 par Michel Volkovitch pour les éditions Maurice Nadeau. L'ouvrage a été retiré des bibliothèques scolaires, alors même qu'il avait valu à son auteur d'être couronné par un jury d'État.

ATTENTION CHANTIER !

Démocratie tunisienne en construction

PIERRE SCHONBRODT

EN VISITE À BRUXELLES, UN BLOGUEUR TUNISIEN S'INSPIRE DES PRATIQUES DÉMOCRATIQUES.

Avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, le Centre d'Action Laïque planche sur un programme de soutien à la société civile tunisienne. La Cellule Europe et International et des partenaires tunisiens tentent d'abord d'identifier les besoins pour réaliser ensuite un programme de sensibilisation adéquat. C'est durant

2010, j'ai perdu mon boulot. J'ai été opéré, j'étais vraiment déprimé, mais j'ai cru en moi, en mon pays et j'ai commencé à travailler comme journaliste indépendant. Puis la révolution est arrivée...» L'homme regarde droit devant lui, concentré. À une trentaine de mètres, une caméra tourne et ne perd pas une seconde du discours.



■ Slim Jerbia à Bruxelles.

cette phase préparatoire que le CAL a reçu un journaliste-blogueur tunisien¹. Slim Jerbia a découvert les coulisses de la nouvelle web TV «Canal CAL»² et ses outils audiovisuels. Objectif de cet échange : une immersion dans les technologies multimédias, sur fond de fraternité trans méditerranéenne.

Sur l'immense esplanade qui longe le Parlement européen, un homme, la trentaine, grand, cheveux sombres, marche tranquillement tandis qu'autour de lui, fournissent des fonctionnaires européens, des touristes et des visiteurs. Calmement, Slim Jerbia semble parler seul : «Au mois de juin

fier de «journalisme citoyen». C'est son regard qui fait toute la richesse de «son» média, un regard à la fois humble et lucide : «Cette révolution tunisienne, il m'est très difficile d'en parler. C'est comme une mère qui vient d'accoucher. J'ai vu un bébé malade... Cette révolution est encore incomplète. Notre enfant a besoin d'aide, d'être nourri, protégé. Je ne peux pas encore donner mon avis, elle a besoin de temps.»

À Bruxelles, Slim marche toujours. Il arpente les rues de la capitale à la recherche de réponses. Sadok Boudoukhane, Tunisien, en Belgique depuis trente-cinq ans, l'accueille dans son entreprise, une coopérative citoyenne et «durable», tient-il à préciser. Mais «la démocratie, dit-il, ne s'impose pas, il faut la construire comme un enfant quand il apprend à marcher : il tombe et se relève. Bien sûr, il faut s'inspirer des exemples à l'étranger mais croire que nous pourrions copier un "produit" prêt à être "consommé" : c'est une erreur». Le journaliste-citoyen tente alors de s'inspirer et observe la société civile belge avec attention.

Lutte contre la pauvreté, le racisme ou pour les droits de l'homme, les associations sont tellement nombreuses et existent depuis tant d'années qu'elles font désormais partie de notre décor démocratique. «Il faut soutenir la constitution d'une société civile grâce aux multiples associations et organisations non politiques, c'est-à-dire qui n'auraient pas de visées d'accès au pouvoir. Une chose est le pouvoir exécutif, une autre chose est l'organisation sociale du pays ; il faut développer un pouvoir impartial. En ce sens, des associations de défense des droits de l'homme ou des consommateurs, par exemple, exercent un rôle fondamental de contre-pouvoir», explique Dan Van Raemdonck, vice-président de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH).

«Mais il faudra aussi réfléchir à une Constitution qui ne soit pas un simple bout de papier garantissant des droits. Tous les pays du monde ont ça... Ce qui compte, c'est de savoir comment les droits vont être rétablis si le gouvernement ou quiconque les violent. On peut avoir la plus belle Constitution du monde sur papier, mais s'il n'y a pas des tribunaux indépendants dont le rôle est clair-

ement défini, c'est comme si on n'avait rien», ajoute Pierre-Arnaud Perroudy, directeur de la Cellule Europe et International du CAL.

Un mélange de religion et de politique qui n'est pas sans danger

Mardi, 15h : Baudouin Loos, journaliste du quotidien *Le Soir* et dénominateur acheminé des agissements de Ben Ali, reçoit à son tour Slim. «Ennahda, le parti islamiste, risque bien de sortir vainqueur de ces élections prévues en automne. Reste à savoir s'il aura la majorité absolue. Peut-être pas, mais personne ne pensait que le Hamas s'imposerait à ce point dans la bande de Gaza». L'islamisme, un péril ? À tout le moins, une source de méfiance, selon le journaliste qui dénonce la diabolisation de ces partis dans le monde occidental. «Cette position a contribué à la radicalisation des populations musulmanes qui se sont senties incomprises», dit-il enfin. Mais ce mélange de religion et de politique n'est pas sans danger et à Slim de se demander si les Tunisiens sont prêts à défendre la laïcité. «C'est une question très importante, la laïcité. La Tunisie a peut-être été laïque sans le savoir : en venant ici, je croyais savoir ce qu'était la laïcité. En fait, la laïcité s'apprend tous les jours, c'est aussi se battre pour le respect des gens, lutter contre le racisme... Chez nous, un musulman pratiquant ne peut pas se considérer comme laïque», confie-t-il. «Et pourquoi pas ?»,

En automne, les Tunisiens voteront. Dans sa nouvelle vidéo, Slim Jerbia exhorte les partis politiques à mettre en terme à leurs discours électoralistes pour qu'ils présentent enfin et de toute urgence un programme. Pourvu qu'il soit entendu. ■

JMI : ASSEZ !

Département médiatique sur le rassemblement des Journées mondiales de la jeunesse à Madrid à la mi-août : pas un support de la presse écrite et audiovisuelle qui n'en ait fait ses choux gras pendant des jours ! Rien n'a pu échapper à notre vigilance : une matière humaine d'un million et demi de personnes, la chaleur, l'orage - qui, en entendant le stock d'hostes, a même privé certains de la communion ! -, la grand messe, le rendez-vous à Rio l'année prochaine... aucun détail ne nous aura été épargné. L'actualité était-elle donc si morte qu'il fallait se rabattre sur ce non-célébration qui n'a pas plus de tout aux Espagnols, réduits aux durs lois de l'autorité alors que ce rassemblement dans la capitale espagnole affichait un coût estimé à plus de 50 millions d'euros. Un scandale aux yeux des laïques qui considéraient qu'il s'agissait d'une offensive néoconservatrice de Benoît XVI contre une Espagne qui perdait ses valeurs chrétiennes, avec nombre de réformes sociales menées par le gouvernement Zapatero. Pour Christian Terns, rédacteur en chef de *Gaïdas*, interrogé par *Le Soir* (18 août 2011), si c'est une manière pour l'Église de redorer son blason après les affaires de pédophilie, il s'agit d'une entreprise «absolument indécente», M.M.

Coup de philo

SHOP A MORON !

MICHEL GRODENT

Réagissant aux émeutes qui se répandaient comme une maladie infectieuse dans de nombreuses villes britanniques, un tabloïd a cru bon d'appeler à la délation. «*Shop a moron*», tel était le mot d'ordre lancé contre les très jeunes manifestants. Quelque chose comme «dénoncez un idiot» ou «payez-vous un comar». Linguiste qu'on sur le site Wikipedia, *moron* relevait d'abord du vocabulaire psychologique. Forgé en 1910 par un savant nommé Henry J. Goddard, il désignait toute personne dont l'âge mental varie entre huit et douze ans, tout individu au Q.I. désastreux. Déconsidéré sur le plan scientifique, le mot a connu une seconde vie dans le langage courant. En somme, il a eu le même genre de destin que «nostalgie» en français.

Le plus intéressant à mes yeux, c'est que *moron* dérive du grec ancien et qu'il a pris en grec moderne, sous une forme abrégée (*moron* est devenu *morô*) une tout autre acception que dans la langue de Shakespeare. D'après le vénérable dictionnaire d'Antoine Bailly, les Anciens s'en servaient pour évoquer quelqu'un ou quelque chose d'émoussé, d'hébé, de fade ou d'insipide, mais plus fréquemment pour rendre compte de la folie. Je vois ainsi que le traîque Euripide met dans la bouche de Thésée l'expression «*to moron*» pour traduire ce que nous appelons un délire amoureux.

Quant aux Modernes, d'Athènes ou de Patras, ils font un usage intensif, quasi obsessionnel, de *morô* comme de *maladita* d'ailleurs, ce mot fétiche auquel correspond plus ou moins le français «branleur» ou «péda». *Morô*, c'est une personne immature, mais c'est aussi et surtout un bébé, un poupon, l'équivalent de *baby*, ce loukoum verbal que les amoureux s'échangent à tire-larigot dans les pays anglo-saxons, autrement dit une expression de tendresse et d'amour. Plus généralement, au vocatif, *morô* est utilisé pour marquer un étonnement, un embarras, comme dans l'expression «*Morô, ti mas les b* : «*Mais qu'est-ce que tu nous racontes, mon pauvre vieux !*»

Bon, j'en reste là. Ce n'est pas demain la veille qu'on va faire une Europe culturelle, où les gens dominent aux mêmes mois le même sens seront capables de se comprendre.

1. Le ne rédige derrière l'autorité du Dictionnaire de la langue grecque moderne de Georges Babinotis.

AUTRICHE: VERS UN AVORTEMENT DE LA LOI?

Un appel à élargir l'accès à l'avortement en Autriche y a provoqué un tollé, déclenchant un débat sur la légalité même de l'interruption volontaire de grossesse et sur le rôle de l'État dans ce domaine. Car si 29 hôpitaux publics et cliniques privés offrent un tel service, ils sont tous concentrés dans l'est du pays. À l'ouest, quelques cabinets médicaux privés pratiquent des avortements, à des coûts largement plus élevés que dans des établissements publics. Dans le Tyrol et le Vorarlberg, il n'y en a aucun.

Le ministre social-démocrate qui dirige le ministère de la Santé souhaiterait des lois que l'hôpital public procède aux IVG. Mais la droite conservatrice et les médecins ne l'entendent pas de cette oreille. Ils refusent que l'argent public puisse servir aux avortements.

Selon la loi autrichienne de 1975, l'avortement est «dépendant» s'il est pratiqué dans les trois premiers mois de la grossesse ou dans le cas de danger sérieux pour la santé de la mère ou celle du bébé.

Mais la polémique sur le rôle de l'hôpital public a remis cette question sur la table. La droite populiste relève que la loi dit seulement que l'avortement «n'est pas sujet à des sanctions, mais il demeure illégal». A l'entendre, il «n'existe pas de droit à l'avortement».

Les conservateurs et l'Église catholique ont appelé pour leur part à réfléchir plutôt à des mesures visant à promouvoir la famille et à encourager les femmes à garder leur enfant. Leurs adversaires ont mis en exergue le risque sanitaire représenté par les avortements illégaux. (Map)

ONIRATOUSAUPARADIS.FR

Plus de 10 000 demandes émanant de personnes physiques ou morales ont été déposées en France en un mois pour acquérir des noms de domaines internet jusqu'à ici interdits. Un décret les autorise depuis début août.

Quelque 30 000 nouveaux noms ont ainsi été mis sur le marché du web dont «camp-de-concentration», «Hitler», «xénophobie», «nazisme» etc.

Cette nouvelle loi promet quelques surprises s'agissant notamment des cultes et des religions. C'est ainsi que l'on pourrait trouver des sites .fr portant le nom de «coran», «mosquée», «satan», «église», «musulman», «chrétien», «juif» etc.

Le risque d'une atteinte à l'ordre public peut toutefois être invoqué pour motiver le refus d'un nom de domaine. Et pour les noms plus «sensibles» liés par exemple à la religion, «il faut également justifier un intérêt légitime et agir de bonne foi». Il y a «une réserve supplémentaire qui dit qu'un nom de domaine peut être refusé s'il peut porter atteinte à l'ordre public».

Cette dernière précaution n'est pas sottise. Mais est-elle réellement opérationnelle? (Map)

ALLAH PROTÈGE L'AMÉRIQUE

Les musulmans américains se sentent de mieux en mieux aux États-Unis, rejettent le terrorisme et al-Qaïda, mais un sur deux affirme avoir subi des discriminations, selon une enquête publiée en août.

Cette enquête baptisée «Foi, liberté et avenir, l'engagement des musulmans américains dix ans après le 11 septembre» s'est intéressée à l'intégration de 2,6 millions de personnes dans la société américaine. À leur croire, 60% des musulmans américains interrogés affirment avoir une vie personnelle «qui dépassait de plus en plus» aux États-Unis, un chiffre en progression notable ces deux dernières années. Huit sur dix disent que les cinq années à venir seront encore meilleures. En revanche, 37% d'entre eux estiment devoir «lutter» et 3% se disent «malheureux».

Les musulmans américains «sont satisfaits de leur vie et plus optimistes qu'autre groupe religieux sur le fait que ça va aller mieux», affirme le sondeur Gallup, qui fait néanmoins la distinction entre musulmans asiatiques, blancs ou noirs, ces derniers ayant le niveau de vie le plus faible.

L'affaire est excellente pour Barack Obama, puisque les musulmans votent plutôt démocrates. Quand ils votent. Car ils représentent aussi le groupe religieux et social le moins inscrit sur les listes électorales. (Map)

UNE LOI «BRICOLÉE»

En Belgique, comment faire respecter la loi du 23 juillet interdisant la burqa et le niqab dans les lieux publics? Une zone de police locale bruxelloise a reçu une note interne assez inattendue. Celle-ci explique la procédure à suivre. Voici ce qu'en écrit *Le Soir*. L'agent doit «demander à l'intéressé (sic) de s'identifier au moyen d'une pièce d'identité». Deux: il doit pouvoir vérifier «l'authenticité», ainsi que la photo d'identité. «Par respect de la personne, ce contrôle sera effectué par une collègue féminine», précise la note. «Et hors de vue d'autres personnes».

Ensuite, l'agent devra «expliquer la loi belge» (re-sic) et, le cas échéant, rédiger une sanction administrative communale. Qu'il transmettra au service ad hoc. Lequel se chargera de recontacter la famille «afin de s'assurer que le message est bien passé». En outre, le policier devra prendre en compte le fait que la contrevenante est «dans la plupart des cas accompagnée par une autre personne (son mari), ce qui peut mener à des discussions émotionnelles».

Interrogée par le quotidien, une femme agent de police livre ce commentaire: «Nous ne sommes pas là pour "expliquer la loi", mais pour l'appliquer. Celle-ci, précisément, est bricolée. Et puis, toujours la marge d'appréciation et les risques d'incidents. Le législateur voit, à nous, policiers, de ramasser les morceaux!» (Map)

ARTISTE, PENSEUR ET RÉSISTANT

Marcel Hastir, figure emblématique bruxelloise, s'est éteint le 2 juillet dernier à l'âge de 105 ans.

Sa personnalité humaniste et ouverte au monde a donné lieu à une cérémonie de funérailles hors normes: pluri-liste dans la cathédrale Saints Michel et Gudule; éducation en hommage à l'artiste engagé, au philosophe, au résistant de la Seconde Guerre mondiale; pluri-culturelle sur fond de musiques juive et classique.

Son combat obstiné d'une vie pour que sa maison-atelier soit préservée des pelleteuses de la Commission européenne a connu son apogée en 2009 lors de l'achat par la Ville de Bruxelles de ce patrimoine historique et culturel, qui acquiert ainsi ce statut particulier de lieu de mémoire de la résistance au nazisme, de centre artistique et culturel, d'espace de rencontres, d'engagement et d'apprentissage civiques. (BSA)

1. Menché de l'année 2007 et citoyen d'honneur de la Ville de Bruxelles.

PRIONS...

Chacun en Europe se préoccupe de la situation économique et financière et nul ne songe à y mêler la religion, même chez les démocrates-chrétiens qui devraient pourtant se demander ce qui justifie leur parti.

Aux États-Unis, rien de pareil. On se souvient des réunions de G.W. Bush qui commençaient par des prières –et qui ont produit ce qu'on sait. Maintenant, les choses empirent.

Si on en croit Antonio Carbo dans *El País* du 2 août, lorsqu'à la fin juillet, John Boehner, le président républicain de la Chambre des députés, qui négociait durement avec le président Obama, a voulu discuter avec les membres du Tea Party de Caroline du Sud, ceux-ci lui ont répondu que mieux valait prier et ils se sont effectivement retirés dans une session de prière collective. Non seulement celle-ci ne conduit à rien de bon mais elle détourne de l'indispensable. (PD)

Une sainte démente

ANNE MORELLI

Toutes les féministes seront de mon avis: la promotion d'une femme dans un domaine jusque-là réservé aux hommes nous réjouit toujours.

Ainsi la reconnaissance, en 1970, par Paul VI de Thérèse d'Avila (1515-1582) comme première femme «Docteur de l'Église» semble a priori une bonne nouvelle.

Mais si on la cite souvent comme étant une des plus grandes mystiques, une sainte pour notre temps, voire la géante de la spiritualité (Henri Fesquet dans *Le Monde*), bien rares sont ceux qui se sont astreints à lire son œuvre abondante [Le Château intérieur, Les Fondations, Relations spirituelles, Le Chemin de la perfection etc.].

René Pommier, spécialiste de la littérature, nous emmène par une lecture très attentive au cœur de son œuvre et nous la présente sous un jour très éloigné de celui de ses thuriféraires!

Un modèle d'orgueil

Ce qui frappe à cette lecture c'est d'abord l'orgueil immense de la réformatrice des Carmes. Elle se sait et se dit la grande mystique qui converse avec Dieu. Elle raconte notamment, sans aucune modestie, qu'elle fait déjà des miracles de son vivant...

Après quelques protestations d'humilité, elle se vante d'avoir éprouvé son pouvoir sur ses subordonnés en leur donnant des ordres absurdes... auxquels ils obéissent. Son confesseur vit aussi sous son emprise. Elle se présente comme attirant spontanément et partout l'affection et la sympathie. Toutes ses religieuses l'aiment et la vénèrent, et elle se glorifie d'être appelée par les grands du monde qui lui témoignent les plus vifs égards et qu'elle console par sa seule présence. Ainsi, le duc d'Albe l'admire



© coll. Roger Vallet/AFP

invisibles aux yeux des simples mortels!— mais qui la confortent dans son impression d'être le centre du monde.

Un conseiller en immobilier

Thérèse d'Avila a été une excellente femme d'affaires et a couvert l'Espagne d'un grand nombre de couvents de son ordre, réformé afin de revenir à une plus grande sévérité (jeûnes, flagellations, abstinence...). Ces initiatives lui créent bien sûr des imités, notamment avec les Carmes non réformés (ou Chaussés contrairement aux Déchaussés).

Lors de tous ces conflits, elle consulte le Christ qui lui conseille systématiquement de faire... ce qu'elle voulait faire! Il lui donne des consignes précises, intervient dans les négociations de chaque achat

et dans les prix à fixer, par des «ordres» qui donnent bien sûr du poids aux projets de Thérèse. Occasionnellement, il l'engage même à désobéir à ses supérieurs afin de poursuivre son but. On peut s'étonner évidemment que le Christ soit si préoccupé des petits problèmes pratiques de ces couvents, mais n'ait jamais abordé avec elle la violence

de cette époque ni la condition des pauvres, qui semblait pourtant, lors de son passage sur terre, l'avoir touché mais dont Thérèse n'a cure.



1. René Pommier, *Thérèse d'Avila, très sainte ou citée ? Éloge d'une folie très aboutie*, Paris, Éditions Kimé, 2011, 164 p., 20 euros.

Des superstitions typiquement médiévales

Thérèse d'Avila croit sans aucun recul à tous les «mystères» superstitieux qui remontent à l'éducation de son enfance. Ainsi le diable est très présent dans ses écrits. Chaque fois qu'elle rencontre une difficulté dans ses fonctions, c'est le fait de Satan. Il soutient évidemment les ennemis de Thérèse (les Carnes Chaux) contre les Déchaux. Parfois le démon s'assied sur son bréviaire et elle doit l'éloigner à force de signes de croix et d'eau bénite.

Elle conseille pour l'écarter, si on n'a pas réussi à l'atteindre avec de l'eau bénite, «d'en jeter autour de soi». Elle évoque de nombreuses possessions mais elle-même a des vertus d'exorciste. Ainsi, un prêtre, selon elle, voit ses tentations diaboliques s'éloigner quand il relit ses lettres.

Des extases osées

Thérèse a les faveurs de Dieu et du Christ plus spécialement, dans les

bras duquel elle s'est placée. La statue du Bernin à Rome nous la montre effondrée de pâmaison.

Mais ces extases peuvent être comprises (comme le faisait Claire Brétecher dans son insurpassable BD consacrée à la Sainte d'Avila) comme de nature érotique, frappant une femme frustrée des joies corporelles de l'étéinte.

Il est vrai que lorsqu'elle parle du «dard doré» de l'ange qui la transperce jusqu'aux entrailles et la plonge dans un ravissement dont elle ne voudrait jamais sortir... on peine à ne pas y voir la description d'une jouissance toute féminine et sexuée.

Une «allumée» ?

Si Thérèse avait vécu ici à notre époque (ou en France pendant la III^e République) et avait fait part de telles visions, elle aurait sans aucun doute vécu médicalement assistée, dans un asile psychiatrique.

Nouveaux blasphèmes de Saramago

Prix Nobel de littérature en 1998, José Saramago est athée. Ce n'est pas si rare pour le titulaire d'un tel prix mais il l'est beaucoup plus de s'en prendre aux textes dits sacrés.

Ses cendres viennent d'être déposées à Lisbonne au pied d'un olivier centenaire apporté de son village, témoignage de l'unité de l'homme et de la nature.

*Cain** est son dernier roman publié l'année précédant sa mort, en 2010. Il y tourne en dérision l'Ancien Testament, texte à vrai dire souvent absurde pour qui n'a pas la foi du charbonnier. Saramago met en scène un Cain revisité, qui a bien tué son frère Abel mais qui pour le reste pèrègrine assez humainement et sans sottise.

Le récit est ironique et prend constamment à contre-pied le texte biblique avec un rare humour qui est accru par le style particulier de l'écrivain portugais, fait de phrases très longues qui donnent une allure de détachement décalé.

L'arche de Noé (si Saramago me pardonne la majuscule qu'il refuse aux noms propres) n'a chez lui rien d'une aventure idyllique : «Lors d'un de ces jours de tempête déchainée, où l'arche était balotée par la tourmente [...] la femme de Cham, ayant glissé sur le sol immonde, finit sous les pattes



* José Saramago, *Cain*, Paris, Le Seuil, 2011 (traduction française par Geneviève Lebrinck), 170 p., 19 euros.

Mais pour moi, il n'est pas sûr qu'elle aurait joué sur le même registre.

Elle poursuit avec persévérance un but, mène avec énergie et efficacité son entreprise. C'est une femme d'affaires habile, doublée d'une diplomate au sens pratique évident. À son époque, elle n'aurait probablement pas pu réussir —surtout en tant que femme— si elle n'avait pas utilisé consciemment ou non ses extases et visions pour servir son projet.

Certes, à notre regard d'aujourd'hui, elle n'a rien fait dans sa vie d'utile à l'humanité, mais elle avait une idée fixe qu'elle n'a pu mener à bien que parce qu'elle se disait visionnaire et assurait que son plan était quotidiennement approuvé en ligne directe par Dieu.

Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit si contente d'elle. Elle pourrait peut-être recevoir pour sa tactique habile tout au moins un doctorat posthume en gestion et management... ■

d'un éléphant. On la lança à la mer telle qu'elle était, ensanglantée, souillée d'excréments [...]»

Le message de Saramago est dans le personnage de Cain. Saramago reprend un thème que l'on trouve dans l'Antiquité tardive et fait dire à Cain : «[...] il y a une chose que je sais, que j'ai sûrement apprise, que notre dieu... est complètement fou [...] dieu devrait être transparent et limpide comme le cristal, au lieu de s'enfermer continuellement dans le terrifiant, dans la crainte, bref dieu ne nous aime pas.»

Bien plus que ses derniers prédécesseurs, Benoit XVI met la raison en avant dans le processus théologique. Mais Saramago voit juste : le support biblique si souvent invoqué compte le socle d'un pareil raisonnement.

Il n'est pas faux de soutenir que la théologie réelle de l'Église catholique s'est, avec les siècles, éloignée des textes fondateurs et spécialement de l'Ancien Testament. C'est une bonne chose sans doute, mais conjuguer raison philosophique et parole biblique reste une voie sans issue. ■

Patrice Darteville

* José Saramago, *Cain*, Paris, Le Seuil, 2011 (traduction française par Geneviève Lebrinck), 170 p., 19 euros.

Les créationnistes s'affirment évolutionnistes !

CHARLES SUSANNE* ET GEORGES SAND

Darwin avait déclaré que la nature pouvait apparaître comme merveilles, mais que ces «merveilles» pouvaient s'expliquer par des causes naturelles, produites par la sélection naturelle. Le trait génial du livre *L'Origine des espèces* (1859) fut de rassembler des arguments semblant déjà connus à l'époque, comme l'idée de transformation, d'adaptation, de variations, à laquelle Darwin ajoutera la sélection naturelle et la lutte pour la vie. Concer-



■ L'Homo sapiens, apparu en Afrique il y a 200 000 ans.

nant Darwin, ce n'est pas l'idée d'évolution qui fut principalement critiquée, mais le mécanisme considéré comme aléatoire de sélection naturelle. Le darwinisme n'a que 150 ans, la théorie synthétique est plus jeune et évolue encore en fonction des nouvelles découvertes. Toutes les sciences naturelles sont impliquées, de l'anatomie comparée à la paléontologie, de la génétique à la biologie moléculaire, de la microbiologie à l'éthologie... tels que «le créationnisme scientifique» ou même «dessein intelligent». Ainsi certains biologistes chrétiens se présentent comme évolutionnistes mais affirment en même temps une opposition au darwinisme et mélangelement des concepts scientifiques et philosophiques. En termes de sciences évolutives, plus encore que dans d'autres domaines, la séparation entre science et religion est indispensable.

Le hasard, la nécessité et autres concepts dangereux...

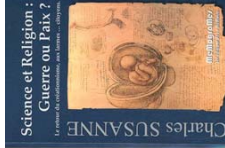
Parmi les concepts de l'évolution décrits par Darwin, quels sont ceux qui dérangent les religions, que celles-ci considèrent comme dangereux ? Il s'agit essentiellement des idées liées au hasard, à la nécessité, à l'échelle du temps et à l'être humain.

- Le hasard dans l'évolution intervient dans le caractère aléatoire de l'émergence de la vie, des mutations et de la génétique en général, de la dérive génique dans de petites populations... Il s'agit d'un ensemble complexe de contingences qui dérangent les spiritualistes.

- La nécessité est présentée par la théorie de la sélection naturelle et la sélection des êtres vivants les mieux adaptées en termes de survie et/ou de reproduction. Les aptitudes (*fitness*) d'un individu sont liées à la présence de caractères apportant, directement ou indirectement, une probabilité plus grande d'avoir des descendants : ce *fitness* est lié à des conditions environnementales particulières.

- L'échelle du temps est considérable en regard du processus géologique de la terre ou de l'origine du cosmos. Les 4,6 milliards d'années de notre terre sont très éloignés des 4004 années avant notre ère déter-

Cet article est une réaction aux propos tenus par J.-M. Petit, dans une interview publiée en mai 2011.



1 Charles Susanne est l'auteur de *Science et religion : guerre ou paix ? Le retour du créationnisme, aux larmes... citoyens, Bruxelles, Mémoires, 2010, 524 p., 36 euros.*
2 Christian De Duve, *Génétique du péché originel*, Paris, Odile Jacob, 2009.

minées par l'archevêque anglican James Ussher (1581-1656).

- Le problème anthropologique lié à l'origine de l'être humain est aussi essentiel; or l'homme est issu du groupe des primates. Ce fait scientifique relativise la position de l'homme dans la nature, même si nous sommes souvent tentés de nous représenter au «sommet de l'arbre». Nous sommes tellement fiers de nous-mêmes qu'il n'y a pas de doute, nous sommes le couronnement de l'évolution, voire le but ultime d'un créateur ! Cette façon de concevoir l'évolution de manière linéaire, notamment pour l'être humain, ne permet pas d'admettre une suite d'essais et d'erreurs et de circonstances aléatoires sans intentions créatrices.

LES LIMITES DE LA SCIENCE SEMBLENT CLAIRES : LE SCIENTIFIQUE NE MÊLE PAS LA TRANSCENDANCE À SES TRAVAUX.

Un de ses ouvrages est une argumentation solide et souvent ironique en faveur de l'athéisme.

Robert Joly était aussi un enseignant et un conférencier nés. Pendant des décennies, il a été un des orateurs les plus appréciés des associations laïques. Ses innombrables élèves de l'Athénée et de l'École normale de Morlanwelz d'abord, de l'Université de Mons —où il a surtout enseigné la philosophie morale— et de l'ULB, où il fut directeur de l'Institut d'histoire du christianisme ensuite, ont conservé le souvenir d'un professeur passionnant parce qu'aussi passionné que savant. ■

Au-delà encore, il a contribué à la réflexion laïque sur des thèmes essentiels comme le libre examen, insistant sur l'utilisation de cette méthode dans la totalité des questions de société, sans la limiter à l'activité scientifique.

En juin 2010, un appel pour l'ouverture d'un Maison de la Laïcité à Kinshasa a été lancé dans *Espace de Libertés*. Le projet a pris forme en août 2010 dans la capitale congolaise : dix-neuf associations se sont attelées à la création de cette Maison et vingt associations laïques belges ont soutenu le projet.

C'est le 23 juillet 2011 que la Maison a été inaugurée : une centaine de personnes représentant les organisations laïques congolaises membres et des délégués des organisations laïques belges partenaires du projet se sont réunies au 482, Zinnias [10^{re} rue], à Limete. Pierre Galand, président du CAL, est venu accompagné d'une délé-

gation d'associations et d'institutions laïques belges : l'ULB, l'UAE, la Mutualité socialiste, Solidarité socialiste, le CNCSD et LHAC.

Nicaise Chikuru, président de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, et Pierre Galand ont exprimé la volonté des initiateurs du projet : ouvrir un lieu de liberté de pensée et d'expression, pour que se renforcent les liens de solidarité.

Elle est ouverte quotidiennement, l'accueil est assuré par une équipe permanente et des salles de réunions ainsi qu'une bibliothèque sont accessibles. Un centre de planning familial y sera installé sous peu. ■

atteinte au statut particulier de l'être humain dans la nature est également pas dans certains croyants, une teinte aux valeurs morales dont l'être humain est le garant en tant que représentant de Dieu sur la terre. Tout au long du siècle dernier, la théorie darwinienne de l'évolution est ainsi devenue le symbole d'un matérialisme scientifique à abattre.

Nous devons nous méfier du langage créationniste actuel qui se dit évolutionniste mais s'affirme antidarwinien. Au concept d'évolution, jugé trop matérialiste, s'oppose la notion de sens de la vie (qui serait l'apanage des seuls croyants), qui nous ramène (sans la nommer) à l'ancienne théologie naturelle. Celle-ci est définie comme les connaissances que l'on peut obtenir par la contemplation de la Nature (plus l'adaptation de l'organisme est parfaite, plus la présence d'un dessein est évidente !). La théologie naturelle a toujours eu une place privilégiée dans le discours catholique et dans sa compréhension du mystère de la création. Il ne faut donc pas s'étonner que certains biologistes chrétiens condamnent le darwinisme ou le «dogme néodarwinien» ; ils rejoignent ainsi Jean-Paul II et Benoît XVI lorsque ceux-ci déclarent qu'une évolution au hasard, hors présence divine, doit être rejetée. On nie le matérialisme méthodologique des sciences et on y inclut des facteurs relevant de l'esprit. «Un créateur ne peut être exclu du champ de la science» : il y a là remise en cause du contrat scientifique qui exclut un créateur du champ de la science. Depuis au moins deux siècles, les limites de la science semblent claires : le scientifique ne mêle pas la transcendance à ses travaux. Les créationnistes tablent sur l'ignorance scientifique du public et des journalistes ; ils acceptent le principe de l'évolution, tout en rejetant les mécanismes de l'évolution et en continuant à exprimer un «sens» à la vie.³ ■

Les processus d'évolution, comme les mutations et la sélection naturelle, ne s'inscrivent pas dans une finalité de progrès. Toute étape dans l'histoire évolutive, que ce soit de n'importe quel être vivant et donc aussi de l'humain, est liée aux aléas de facteurs génétiques et environnementaux : chaque étape aurait pu se dérouler différemment. François Jacob avait déjà écrit que la nature fonctionne par l'intégration de structures de plus en plus complexes. Ces intégrations successives mènent à l'apparition de nouvelles propriétés et de nouvelles contraintes⁴. L'évolution transforme un système ancien pour lui donner une fonction nouvelle et elle combine plusieurs systèmes pour en créer un autre plus complexe.

• L'espèce humaine : l'évolution humaine ne résulte pas d'une progression linéaire, elle s'assimile plus à un arbre à plusieurs branches qu'à une simple échelle ascendante. Les premiers hominidés connus sont représentés par des restes fossiles datés de 7 à 3,9 millions d'années (Ma). Les anthropologues considèrent que les premiers représentants du genre *Homo* furent les premiers fabricants d'outils ; cette invention technologique fut la réponse culturelle de la population humaine ancestrale aux changements climatiques et écologiques, il y a environ 2,5 Ma en Afrique. Le genre *Homo* va diffuser à plusieurs reprises à partir du continent africain. Dans le premier «out of Africa», l'être humain atteint l'Asie et l'Europe entre 2 et 1,5 Ma. L' *Homo sapiens* «anatomiquement moderne» serait apparu en Afrique il y a environ 200 000 ans, le second «out of Africa» aurait suivi. L'hypothèse de l'origine africaine de l'homme moderne est basée à la fois sur des fossiles sud et est-africains et sur des données biomoléculaires collectées sur les populations actuelles.

L'évolution suggère donc que l'être humain n'est autre qu'un animal soumis aux mêmes lois évolutives que toute autre espèce vivante. Cette

L'évolution : le symbole d'un matérialisme scientifique à abattre

L'ADN : la vie a commencé par la formation d'ARN capable d'autoreproduction (pas d'ADN!).

Un progrès vers une complexification : certains continuent à nous voir comme le résultat d'un progrès dirigé vers l'émergence de l'humanité. Les

Robert Joly (1922-2011)

IN MEMORIAM

Dans un court ouvrage savant et décisif, il a fourni la preuve linguistique de ce que l'amour chrétien n'était pas original : contrairement à l'idée reçue, les textes grecs chrétiens utilisent le même mot que les païens contemporains pour désigner l'amour.

Le philologue érudit et rationaliste a également renouvelé l'interprétation traditionnelle de la médecine hippocratique. Il a ainsi établi qu'il y a rupture et non continuité entre elle et la médecine actuelle, fondée sur l'expérience et non les pièges de la seule raison. Robert Joly a consacré près de la moitié de la vingtaine de livres qu'il a publiés* à cette réflexion sur l'histoire de la raison et de la science.

Au-delà encore, il a contribué à la réflexion laïque sur des thèmes essentiels comme le libre examen, insistant sur l'utilisation de cette méthode dans la totalité des questions de société, sans la limiter à l'activité scientifique.

Une Maison de la Laïcité à Kinshasa

En juin 2010, un appel pour l'ouverture d'un Maison de la Laïcité à Kinshasa a été lancé dans *Espace de Libertés*. Le projet a pris forme en août 2010 dans la capitale congolaise : dix-neuf associations se sont attelées à la création de cette Maison et vingt associations laïques belges ont soutenu le projet.

C'est le 23 juillet 2011 que la Maison a été inaugurée : une centaine de personnes représentant les organisations laïques congolaises membres et des délégués des organisations laïques belges partenaires du projet se sont réunies au 482, Zinnias [10^{re} rue], à Limete.

Pierre Galand, président du CAL, est venu accompagné d'une délé-



Un de ses ouvrages est une argumentation solide et souvent ironique en faveur de l'athéisme.

Robert Joly était aussi un enseignant et un conférencier nés. Pendant des décennies, il a été un des orateurs les plus appréciés des associations laïques. Ses innombrables élèves de l'Athénée et de l'École normale de Morlanwelz d'abord, de l'Université de Mons —où il a surtout enseigné la philosophie morale— et de l'ULB, où il fut directeur de l'Institut d'histoire du christianisme ensuite, ont conservé le souvenir d'un professeur passionnant parce qu'aussi passionné que savant. ■

Patrice Dartevielle



* NDLR : Trois des quatre ouvrages de Robert Joly parus aux éditions Espace de Libertés, *Libre pensée sans évangile, Dieu vous interpelle ? Moi, il m'évite* et *L'intolérance catholique*, sont en core disponibles (publiés en dernière de couverture).

3 François Jacob, *La souris, la mouche et l'homme*, Paris, Odile Jacob, 1997.

4 Jean Staune, secrétaire général de l'Université interdisciplinaire de la Vie, *Le Monde*, 2 septembre 2008. Voir aussi notre présence à l'ado d'un sens ? Paris, Presses de la Renaissance, 2010.

5 Charles Sussemme et Georges Sand, *Darwin, 200 ans après ? Un regard laïque*, Bruxelles, CDE, 2009.

Voir aussi :
• *Espace de Libertés* n°398, juin 2011 ;
• *Espace de Libertés* a consacré un dossier spécial à Darwin en mars 2006 (n°240) – à télécharger sur www.laicité.be

LE MAS À ANVERS

Musée et/ou Tour Eiffel identitaire ?

CHRISTIAN JADE

«A NEW MUST, THE PLACE TO GO»: LES ANVERSOIS UTILISENT UN MARKETING SANS COMPLEXES POUR «VENDRE» AU MONDE LEUR NOUVEAU MUSÉE, LE MAS («MUSEUM AAN DE STROOM», MUSÉE AU BORD DU FLEUVE). ÉCLAIRAGE SUR DES AMBITIONS CONTRADICTOIRES.

Une construction ambitieuse, planifiant dans le quartier portuaire d'Eilandje, une tour en grès rouge indien de 65 mètres de haut. Dix étages avec une vue imprenable sur la métropole : une Tour Eiffel, symbole urbain, et une ambition «Bilbao» (Musée Guggenheim), prestige artistique.

Un panorama gratuit, une enveloppe fascinante



CHEFS-D'ŒUVRE AU MAS
Exposition jusqu'au 30 décembre
Hazestedenplants, 1
2000 Anvers
Infos : www.mas.be

le port et l'ensemble de la ville. Ou de vous pencher sur une immense mosaïque de 1 600 m² au sol, du peintre anversois Luc Tuymans, *Dead Skull*. L'ambition populaire —offrir au public anversois une excursion familiale et gratuite sur le toit de sa ville— est satisfaite.

musicale de chaque étage par les «sculptures sonores» du compositeur flamand Eric Sleichim. D'où une expo temporaire inaugurale intéressante, un des «musés» éphémères, de Van Eyck à Fabre et Hans Op de Beeck, rassemblant quelques chefs d'œuvres qui ne peuvent être exposés au musée des Beaux-Arts d'Anvers, en rénovation. D'où encore les deux beaux derniers étages, sur le thème «La vie et la mort» qui offrent des visions d'audace, de l'Égypte ancienne à l'animisme africain, de l'hindouisme au bouddhisme, sans oublier judaïsme, christianisme et islam. Avec un dernier étage qui vaut à lui seul le déplacement pour [revoir la fameuse collection précolombienne de Paul et Dora Janssen — étrangement absents des «collections éclairées» cités au début du guide du musée (pas assez anversoises ?).

Restent les deux étages consacrés à la ville d'Anvers, «*Métropole d'ici et d'ailleurs*» et «*Port mondial, le commerce et la navigation*» : destinés à satisfaire les autorités flamandes qui ont investi 56 millions dans l'aventure. «*Découvrez Anvers dans le monde et le monde au cœur d'Anvers*» nous laisse sur une impression de fierté justifiée, mais dont l'esprit critique se trouve plus dans le petit guide, bien fait, que dans ce que nous voyons, mélange de folklore et de chiffres.

Pas encore Bilbao

Le problème de base : l'origine hétérogène des objets, folkloriques, maritimes, ethnographiques et artistiques, anciens et modernes. L'assemblage astucieux palte, parfois, ce casse-tête originel et laisse apparaître trois ambitions contradictoires : intéresser le bon peuple au bâtiment-promenade, satisfaire un public pressé et intéresser un public cultivé. Par rapport à Bruxelles qui n'a même pas les moyens de se payer un musée d'art contemporain, voilà un édifice anversois qui peut moduler ses salles à l'infini et jouer la carte des très grandes expositions. En y consacrant par exemple, un jour, trois étages. ■

Une scénographie théâtrale et multiculturelle

Incontestable aussi, la réussite formelle des espaces muséaux. Des scénographies signées Tom Hautekiet emballent avec intelligence les thèmes, en harmonie avec la modernité muséale où le décor aide à vendre le contenu. Chaque étage est divisé, selon une logique unique, en sept parties, qui donnent une colonne verticale à des éléments assez hétérogènes.

Un seul exemple : au 4^e étage, le thème du «pouvoir» et ses signes extérieurs de richesse. On y découvre la souffrance d'Anvers au XVII^e siècle, coincée entre la furie espagnole et les luttes protestantes. Puis une dynastie indonésienne, vue par un conquérant hollandais, et le pouvoir au Japon, via quelques armures de samouraïs ou une ravissante estrade de poupées. Ou le pouvoir à l'africaine, grâce à Henri Paréyn, amateur anversois d'«art nègre», fournisseur, entre autres, d'André Breton et Tristan Tzara ! Une trouvaille : le pouvoir polynésien, basé sur le culte des ancêtres, est confié à Georges Nuku, un artiste maori contemporain, vivant en Europe. Le tout dans une scénographie qui mêle théâtre, cinéma et musique.

Correspondances

Montrer les correspondances entre l'art ancien et contemporain, c'est la philosophie du MAS. D'où l'accroche

LITTÉRATURE

La fuite en Galilée

SOPHIE CREUZ

PLUS DE SIX CENTES PAGES GORGÉES DE VIE POUR DIRE LA PEUR, L'AMOUR, LA MORT. UNE FEMME FUYANT L'ANNONCE* (SEUL) DE DAVID GROSSMAN EST UN LIVRE ADMIRABLE.

D'essais en romans, David Grossman cerne de l'intérieur la réalité d'un conflit qui, en Israël, grève jusqu'aux relations personnelles. Comment vivre normalement sous la menace constante de l'anéantissement, en état de survie face à un ennemi invincible et un avenir incertain ? La vie de famille, déjà hantée par la Shoah et l'exil, est sur le qui-vive, hypothéquée par la réalité politique. Le dernier roman de cet écrivain, membre actif de «La paix maintenant», saisit de l'intérieur la schizophrénie israélienne par le biais d'une chronique familiale exceptionnelle, ample et pourtant ramassée autour des menus faits, de l'anodin de toute existence.

À peine revenu de trois années de service militaire, Ofer annonce à sa mère Ora qu'il repart combattre dans les territoires occupés. Pour ne pas attendre le coup de sonnette qui viendra peut-être l'avertir de sa

OFFER PERMET DE REGAGNER NOTRE CONDITION D'ÊTRES HUMAINS QUE LA GUERRE NOUS CONFISQUE

mort, elle part, marcher en Galilée. Si elle n'est pas à la maison, se dit-elle, la nouvelle de la mort de son fils ne peut la trouver et il ne risque rien. Magnifique personnage de mère courage que David Grossman invente, à peine, tant son portrait de parent orphelin est le sien et celui de certaines d'autres. Récit d'autant plus bouleversant que, commencé en 2003, au moment où son aîné était à l'armée, il s'est achevé trois

ans plus tard, et sept jours après la mort de son cadet, tué lors de la seconde guerre du Liban. Offensive contre laquelle David Grossman, et les écrivains Amos Oz et A. B. Yehoshua s'étaient opposés.

Ora est Déméter qui sort de l'ombre son enfant pour le ramener sur la terre mère. Par la seule force de sa parole ininterrompue, elle raconte son fils à Avram, son amour de jeunesse, écrivain génial et brisé de la guerre du Kippour. Avant de renoncer à la vie, il avait une imagination prodigieuse, ses inventions devaient le réel. Impossible de ne pas voir y voir un peu de l'auteur qui proclame qu'écrire permet de regagner notre condition d'êtres humains que la guerre nous confisque.

Toute l'œuvre de David Grossman plaide pour la vie, pour le dépassement de la haine et des préjugés, «pour préserver son âme des sentiments de triomphe et de tragédie constitutifs d'Israël».

Mais ce roman dépasse largement le conflit israélo-palestinien par l'universalité de son point de vue. Il donne à entendre toutes les voix, y compris intérieures, d'hommes et de femmes pris dans la tourmente des sentiments, de la quête de soi, avec ceci, qu'en cette contrée, à la peur métaphysique du vivre s'ajoute la peur concrète.



David Grossman.

David Grossman interroge la question du bonheur, du comment aimer, grandir ensemble, respecter l'autre, fût-il ennemi. La figure de l'autre est au centre de ses romans, qu'il se coule dans la peau d'une mère, d'un père, d'un frère, d'un enfant, avec une sensibilité extrême, à l'écoute totale de la complexité des êtres et de leur pudeur.

On reste stupéfait de la justesse avec laquelle il est Ora, se met dans ses pas, dans son ventre, sa tête de femme et de mère débordante d'amour, d'humour et de générosité, son absolue sincérité face à des hommes manipulés ou perdus, galvanisés par «la situation», quant elle se demande, en conduisant son fils à son unité, pourquoi suis-je plus loyale à mon gouvernement et à l'armée qu'à mon fils, pourquoi faire le contraire de ce qu'elle souhaite ? Par ce Mémorial du vivant à l'énergie positive, par son talent de conteur et son honnêteté absolue, David Grossman compose un chant inoubliable. ■



* Également de David Grossman, à paraître le 27 octobre, *Le livre de la grammaire intérieure* (déjà paru en 1994).



Dites-le... avec un T-Shirt
... c'est moins périssable
que des fleurs ou des bonbons ...

et



CARPE DIEM
MODÈLE N° 17 des T-Shirts

www.communication-shirts.com

Du 12/09 au 30/09 Exposition «Spizabel». Organisée par la Maison de la Laïcité du Pays d'Ath. Lieu : rue de la Péterine 1, Ath. Renseignements: 068 45 64 92.

Lundi 12/09 – 9h30 Développer votre réseau relationnel, formation par Michel Sotier (+13/09). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Lundi 12/09 – 19h30 «Pourquoi se brosse-t-on les dents?», café philo Palabres de Nivelles. Organisé en collaboration avec le CAL du Brabant Wallon et la FAML de Nivelles. Lieu : Le Caveau, rue aux sours 1, Nivelles. Renseignements: 067 21 66 74 – laurence.vdw@skynet.be.

Mardi 13/09 – 14h «La mort, une chance pour la vie, atelier philo. Organisé par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : dans l'espace de l'exposition «À corps perdu», la mort en face», bibliothèque des sciences et technologie de l'UCL, place des Sciences 3, Louvain-la-Neuve. Réservations: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Jeudi 15/09 – 20h «Euthanasie – soins palliatifs: éthique et législation», conférence-débat par Jacqueline Herremans, Corinne Van Oost, Michel Dupuis et Jacques Bredael. Organisée par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : auditorio des Sciences de l'UCL, place des Sciences 2, Louvain-la-Neuve. Renseignements: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Jeudi 15/09 – 9h30 «Développer des actions de communication performantes et les évaluer», formation par Laurence Jados (+16/09, +7/10). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Vendredi 16/09 – 9h30 «Formation à l'entretien individuel», par Isabelle Abras (+23/09). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Vendredi 16/09 – 18h30 «Et si nous discussions philosophie?», café philo sur le thème «Faut-il tolérer toutes les idées?», organisé par la Régionale CAL de Charleroi. Lieu : rue de France 31, Charleroi. Réservations: 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.be.

Du 19/09 au 28/10 – de 9h à 15h «Commedia 11», jeu de rôle. Organisé par la Maison de la Laïcité de la Louvière. Lieu : Warocqué 124, la Louvière. Réservations: 064 84 99 74.

Lundi 19/09 – 9h30 «L'accueil et la remobilisation du public», formation par Sophie Devost (+20/09, +29/09). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.



La Pensée et les Hommes

À LA RADIO
Tous les samedis sur la Première vers 19h05 (ou 22h30)

À LA TÉLÉVISION
Lundi 12/09 sur La Trois à 21h
Émission commune. Thomas Gergely, Philippe Cochinaux, M^{re} Peckstadt, Robert Hostetter et Jacques Lemaire.

Mardi 13/09 sur La Une en fin de soirée
«Quinze jeunes laïques au Forum social mondial de Dakar». CAL/CLAV.

Dimanche 18/09 sur La Une à 9h20
«Vingt ans de droit à l'avortement». Delphine Landeme, Claudine Mouvet et Jacques Lemaire. Rediffusion le 24/09 à 10h sur La Une.

Mardi 27/09 sur La Une en fin de soirée
«Le rôle de la Communauté française dans l'éducation permanente», Denis Bouillon et Jacques Lemaire.

Samedi 30/07 sur La Une à 10h30
«Orgasme féminin et l'inaccessibilité étoile?», Regards croisés sur la sexualité féminine. Élisabeth Brune, Yves Ferroul et Jacques Lemaire. Rediffusion.

Dimanche 2/10 sur La Une à 9h20
«Un autre Pays». Philippe Destatte et Jacques Lemaire. Rediffusion le 8/10 à 10h sur La Une.

Mardi 11/10 sur La Une en fin de soirée
«L'école moderne: un manifeste», Maître-Jo Sanchez Benito et Jacques Lemaire.

Dimanche 16/10 sur La Une à 9h20
«Entretiens avec Michel Onfray». CAL/CLAV. Rediffusion le 22/10 à 10h sur La Une.

Jeudi 22/09 – 20h «Je ne suis pas un curé laïque», conférence par André Pouyet. Organisée par l'Extension de l'ULB de Nivelles et la Fédération des Aînés de la Morale Laïque. Lieu : Hôtel de Ville, salle des mariages, place Albert 1^{er}, Nivelles. Renseignements: 067 21 69 75.

Samedi 24/09 – 14h Visite guidée du cimetière de Court-Saint-Étienne par Xavier Deflorenne. Organisée par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : Rue Deffaque, Court-Saint-Étienne. Réservations: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Lundi 26/09 – 15h «Les funérailles chrétiennes aujourd'hui», goûter-information. Organisée par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : dans l'espace de l'exposition «À corps perdu», la mort en face», bibliothèque des sciences et technologie de l'UCL, place des Sciences 3, Louvain-la-Neuve. Renseignements: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Jeudi 29/09 – 9h30 «Éveil de l'attention chez l'enfant», formation par Marianne Obonski (+30/09). Organisée par la LEEP. Lieu : rue de la Fontaine 2, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Vendredi 30/09 – 9h30 «La gestion d'un entretien en situation de crise», formation par Isabelle Alras. Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Samedi 1/10 – 14h30 Visite guidée du cimetière de Laeken par Sarah Cordier. Organisée par la LEEP. Lieu : rendez-vous devant les grilles à l'entrée du cimetière de Laeken. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 3/10 au 14/10 Exposition «Laïcité.be» avec animation scolaires. Organisée par la Maison de la Laïcité du Pays d'Ath. Lieu : au grenier de la Maison culturelle, Ath. Renseignements: 068 45 64 92.

Les Pompes Funèbres
Généralistes de Belgique
s.a. **Tielemans**
Maison fondée en 1875
spécialisée dans l'organisation de
funérailles
civiles
de toutes classes
et crémation

Chaussée d'Alsemberg 19
1060 Bruxelles
Tél. 02 537 05 64

Direction :
Michèle et Jacques Delrieux-Raulier



**SOCIÉTÉ BELGE
POUR LA
CRÉMATIION**

**Association sans but lucratif
Fondée en 1906**

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crémationniste. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemontier, 1
1000 Bruxelles
(02) 513 03 96

Lundi 19/09 – 20h «Enfance, la philo?», café philo Palabres d'Incourt. Organisé en collaboration avec le CAL du Brabant Wallon, l'APL et l'Extension de l'ULB, section Jodogne et environs. Lieu : Ferme de l'Argie, chaussée de Namur 73, Incourt. Renseignements: 010 22 31 91 (Brice Droumart) – www.polephilob.be.

Mardi 20/09 – 14h «Chacun sa mort: choix et dignité», atelier philo. Organisé par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : dans l'espace de l'exposition «À corps perdu», la mort en face», bibliothèque des sciences et technologie de l'UCL, place des Sciences 3, Louvain-la-Neuve. Réservations: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Mercredi 21/09 – 19h30 «La police aujourd'hui... je t'aime... moi non plus...», conférence par Éric Paulus. Organisée par le CAL de Charleroi et le Cercle d'Abeau-Peels et farciennes. Lieu : centre culturel, Grand Place 59, Farciennes. Renseignements: 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.be.

Mercredi 21/09 – 20h «Le dernier message, approche de la symbolique funéraire du XIX^e siècle à nos jours», conférence par Xavier Deflorenne. Organisée par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : auditorio des Sciences de l'UCL, place des Sciences 2, Louvain-la-Neuve. Renseignements: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Jeudi 22/09 – 20h «Transmission et récits de vie chez les personnes âgées», conférence par Philippe Meire. Organisée par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : auditorio des Sciences de l'UCL, place des Sciences 2, Louvain-la-Neuve. Renseignements: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Jeudi 22/09 – 9h30 «Un accueil téléphonique réussi», formation par Patrick Fasteur (+23/09). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

**FUNÉRAILLES
WYNS**

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Borteld)

24 H / 24 H

Transferts,
Funérailles, Crémations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

Tél : 02 538 15 60
GSM : 047 28 76 26

Contact : Dominique Peeren

Jeudi 13/10 – 19h «Quelle actualité pour les valeurs néoconfucianistes?», conférence par Bertrand Forder. Organisée par la Laïcité foraineuse et l'Extension ULB Fontaine-Ander-les-Bains. Lieu : place Dequaque 1, Leernes. Renseignements: 071 54 25 95.

Vendredi 14/10 – 19h30 «Le cinéma, film de Nanni Moretti. Organisé par le One Philo Ottigines en collaboration avec le CAL du Brabant Wallon et la Maison de la Laïcité Hyattia d'Ottigines. Lieu : Maison Hyattia, rue des 2 points 19, Ottigines. Renseignements: 010 22 31 91 (Brice Droumart) – www.polephilob.be.

Lundi 17/10 – 20h «Quelle morale hors du religieux?», café philo Palabres d'Incourt. Organisé en collaboration avec le CAL du Brabant Wallon, l'APL et l'Extension de l'ULB, section Jodogne et environs. Lieu : Ferme de l'Argie, chaussée de Namur 73, Incourt. Renseignements: 010 22 31 91 (Brice Droumart) – www.polephilob.be.

Mardi 18/10 – 20h Café moral, échanges de propos à bâtons rompus autour d'un verre. Une manière originale d'évoquer la mort, la sienne ou celle des autres, par Bernard Oretaz. Organisée par le CAL du Brabant Wallon. Lieu : Guinich Bar, Traversée d'Espe 12, Louvain-la-Neuve. Renseignements: 010 22 31 91 – calbw@laicite.be.

Samedi 22/10 – 10h30 Visite guidée de l'exposition «Bosch», par Sylvie Estève. Organisée par la LEEP. Lieu : rendez-vous à 10h15 dans le hall principal du Bosz, rue Ravenstein 23, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Mercredi 26/10 – 19h30 «Quel avenir pour les cours de religions et de morale?», conférence-débat par Richard Miller, André Fossion. Organisée par la Maison de la Laïcité de la Louvière. Lieu : rue Warocqué 124, la Louvière. Réservations: 064 84 99 74.

Parus aux éditions Espace de Libertés

Quelques ouvrages de Robert Joly



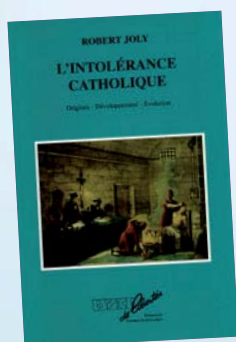
Dieu vous interpelle ? Moi, il m'évite...

Les raisons de l'incroyance

Écrit tout à la fois avec vivacité, conviction, clarté et humour, à l'intention d'un large public, cet ouvrage met en évidence et développe l'essentiel de l'argument athée en déconstruisant avec méthode l'argumentation religieuse et théologique. Il propose également une réponse à la question, centrale, du sens de la vie pour les non-croyants. (15 €)

Libre pensée sans évangile

Inflexible lorsqu'elle est en position de force, prêchant l'ouverture quand elle est affaiblie, l'Église affiche depuis quelque temps, ici et là, une volonté d'entrer en dialogue avec la libre pensée. Répondant à *L'Évangile d'un libre penseur* de Gabriel Ringlet, Robert Joly offre, avec ce petit ouvrage, un examen critique des positions chrétiennes progressistes. (5 €)



L'intolérance catholique

Origines, développement, évolutions

À mille lieues du pamphlet, l'auteur livre ici une vision critique du rôle oppresseur joué par l'Église catholique. Des tendances absolues et dictatoriales séculaires qui, bien qu'atténuées face à la modernité, continuent de se manifester. (13,40 €)

**Pour nos abonnés au prix promotionnel
de 25 € les trois volumes**

au lieu de 33,40 € - jusqu'au 31/10/2011